

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

Samedi 17 septembre 1977 - N° 509

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

Thionville

SÉANCE ORAGEUSE AU CONSEIL MUNICIPAL

Crise ouverte au Conseil municipal de Thionville. La réunion de jeudi soir s'est soldée par le départ des conseillers socialistes, suivis peu après de leurs amis radicaux de gauche. On se souvient que la crise a été déclenchée par le transfuge d'un conseiller socialiste, affilié au CERES, vers le PCF.

D'entrée de jeu, les socialistes après avoir demandé en vain, que le transfuge démissionne du Conseil municipal, a proposé que le Conseil municipal en bloc, retourne devant les électeurs. Cette solution ne plaît guère au PCF qui n'envisage pas, maintenant qu'il a la majorité absolue au Conseil municipal, de remettre en jeu son mandat.

En filigrane à cette crise, évidemment, les positions différentes du PS et du PC sur la nationalisation de la sidérurgie. Le PS local, qui a révisé sa position sur cette question juste avant le Congrès de Nantes, n'est guère poussé à trouver un compromis après les éclats du dernier sommet de la gauche.

(Lire page 5)

LENTE DESESCALADE A GAUCHE



Après le coup d'éclat de Fabre mercredi soir, la journée d'hier comme les jours à venir, sont à la réflexion. Toutes les déclarations, celles de Mitterrand jeudi matin, celles de Fabre et de Marchais jeudi soir à la télévision, prouvent à l'évidence que rien n'est rompu au sein de l'Union de la gauche. La lente désescalade s'amorce, montrant par là combien chacun des trois partis trouve son intérêt, aujourd'hui, dans cette unité électorale bâtarde.

Si l'on admet que le but recherché par Fabre n'était pas la rupture mais au contraire la recherche d'une publicité pour son mouvement (MRG), lié à un besoin de se singulariser par rapport au PS, on peut constater que le but est atteint. Tous les médias aujour-

d'hui parle du MRG et les classes moyennes hésitant entre la gauche et la droite n'auront pas manqué d'apprécier la «fermeté» du pharmacien de Villefranche de Rouergue. Face à cela, le PS joue sa carte traditionnelle, celle de la responsabilité et de l'autorité morale de son leader. Mitterrand condamne l'attitude des radicaux de gauche, tout en l'expliquant par les excès du PCF dans ses exigences et dans sa polémique. L'image de fédérateur de la gauche qu'aime à se donner Mitterrand essaye ainsi de se relever. Quant au PCF, qui avec une bonne dose de mauvaise foi, clame son innocence, il fait distribuer massivement des tracts rappelant ses positions, appelant à adhérer et à soutenir.

Suite page 7

LAIT

MANIFESTATIONS PAYSANNES CONTRE LA NOUVELLE TAXE EUROPÉENNE

Depuis ce vendredi, les coopératives et les industriels prélèveront une taxe de 1,5 centime sur chaque litre de lait produit. Après avoir forcé les paysans à faire de plus en plus de lait en fixant des prix de vente dérisoires, la CEE exige d'eux qu'ils financent leur propre élimination. Sous couvert de faire disparaître les stocks de beurre et de poudre de lait, cette taxe de «co-responsabilité» servira directement aux industriels pour mettre au point de nouveaux produits dérivés du lait. Bien que les gros bonnets de la FNSEA, aient accepté la taxe en échange d'une participation à la gestion du marché laitier, les producteurs la refusent, et manifestent dans tout le pays.

Lire notre article page 4

Barre à Washington

Sourires et coups bas de Carter

Barre à Washington, a eu droit à un cérémonial particulier qui a permis de qualifier la réception de «très chaleureuse». Ce qui annonce la chaleur des discussions qui sont programmées sur l'économie, le nucléaire, le désarmement.

C'est dans les fauteuils confortables du «Concorde» que Barre avait appris les résultats de son plan de développement des exportations. Pour le mois d'août le déficit commercial est de 2,5 milliards de francs. Le voyage de promotion de Concorde n'est pas près de suffire pour redresser la courbe.

Selon la Maison Blanche, Barre a vigoureusement défendu Concorde en rappelant avec fermeté à Carter que le juge américain chargé de l'affaire considérait qu'interdire Concorde aux USA serait injuste et discriminatoire.

Aucun juge américain n'a jusqu'à présent considéré comme discriminatoires le contrôle que les États-Unis veulent exercer sur le marché nucléaire. C'est dommage pour Barre. En rendant public l'explosion réussie d'une bombe fabriquée avec du plutonium civil, Carter a ôté à son invité son principal argument pour défendre ses marchés nucléaires.

(Lire page 8)

Les laissés pour compte de la rentrée

Plusieurs milliers de maîtres auxiliaires, en dépit des paroles d'Haby assurant qu'ils seraient tous réembauchés se sont retrouvés sans affectation après la rentrée. Une rentrée qui n'a d'ailleurs pas été sans problème comme le prétend Haby puisque dans plusieurs communes manque un instituteur ou bien l'école a été fermée.

(Lire page 3)

Afrique du Sud : 1 200 arrestations

La police sud-africaine a arrêté 1 200 Noirs au cours d'une manifestation contre l'assassinat en prison de Steve Biko, président d'une organisation patriotique d'Elisabethville. C'est le 21^e patriote assassiné par la police sud-africaine dans les prisons depuis 18 mois.

Foyer incendié : 1 mort, 65 blessés

Un mort, une soixantaine de blessés, l'incendie du foyer d'immigrés de la rue Sedaine (Paris 11^e) a malheureusement fait des victimes. L'origine criminelle de cet incendie ne fait plus de doute. Le feu s'est déclaré dans les poubelles, et s'est propagé rapidement du fait de l'absence totale des règles de sécurité les plus élémentaires, par le propriétaire du foyer.

(Lire page 3)

GRENOBLE : UN TERRAIN D'EXPÉRIENCE POUR UNE STRATÉGIE DE LA TENSION

De notre correspondant de Grenoble

L'envoyé spécial (sic) de *France-Soir* à Grenoble a produit dans le numéro du 14 septembre un article assez odieux, comme on peut en juger. Ce monsieur a ramassé ce qui pouvait traîner dans les poubelles de la police grenobloise, amalgamant Conty, tueur présumé de l'Ardèche, les raptés des « Brigades Rouges », les milieux d'extrême gauche, les comités Malville, supposant des relations entre eux et leur attribuant tous les incidents connus ou inventés qui se sont passés ces dernières années dans cette ville.

Dans cet article, aucune précision n'est fournie sur la vie de Pierre Conty à Grenoble. Ceci en fait n'intéresse pas l'envoyé spécial de *France-Soir*. L'affaire Conty n'est qu'un prétexte pour dresser l'équation : gauchistes égal tueurs fous de l'Ardèche, il suffit pour cela d'écrire que Conty a vécu à Grenoble, qu'il a fréquenté les gauchistes et qu'il faisait du trafic d'armes.

Dans ce déballage, tout les ragots policiers y passent. Les « événements les plus dramatiques » dont il est fait état, font référence à l'importante grève étudiante contre la réforme du second cycle de 1976, particulièrement massive à Grenoble. N'importe quel témoin peut confirmer qu'il n'y a jamais eu d'amphithéâtres brûlés comme l'affirme *France-Soir*. Par contre, le mouvement étudiant a été l'objet de nombreuses provocations fascistes : bombes, incendies de bâtiments universitaires, attaques à la grenade, intervention de commandos armés d'une centaine de membres recouvrant le campus d'inscriptions et de sigles fascistes (cf. *Le Monde* du 14 mai 76).

LES G.B.U. : UN GROUPE FOLKLORIQUE

Chaque affirmation de l'article est une contre-vérité grossière, ainsi ce qui est dit du G.B.U., présenté comme un groupuscule de marginaux violents composé de « chômeurs professionnels ». L'appellation exacte est G.B.U., « Gros Buveurs Universitaires », groupe étudiant folklorique de bringueurs, qui a pris ce sigle par dérision pour le groupe biblique universitaire. Ce groupe a été victime d'une série de machinations, on lui a mis sur le dos des déprédations contre les locaux universitaires, une lettre de menaces au directeur de la cité universitaire Berlioz, M. Cheminaud, qu'il a démentis.

● Grenoble et sa région connaissent depuis plusieurs mois une série d'attentats, de provocations en tous genres qui lui valent une réputation de ville secouée par la violence. Mercredi dernier, une charge de plastic explosait à la cimenterie Vicat, près de Creys Malville faisant d'importants dégâts. Un mystérieux individu revendiquait cet attentat par téléphone, prétendant qu'il était dirigé contre le surrégénérateur Super-Phénix et destiné à

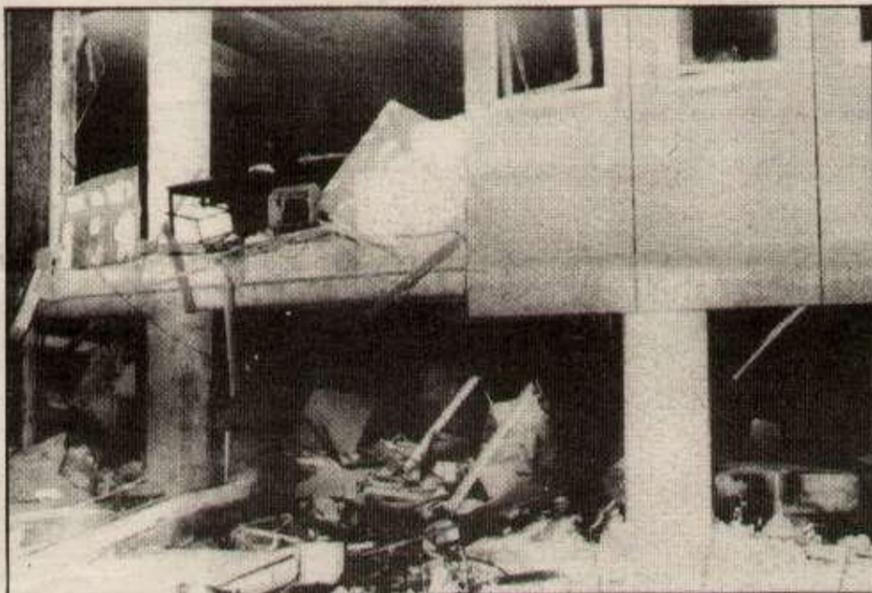
Cela ne serait que grotesque si le G.B.U. n'avait pas été accusé par le PCF et la CGT de la mort accidentelle de Cheminaud, victime d'une crise cardiaque. Affirmation proprement calomnieuse qui n'a d'ailleurs même pas été reprise contre le groupe par la police et la justice.

l'explosion était due aux explosifs entreposés par les comités Malville dans les locaux de la CFDT.

UN MOUVEMENT ÉTUDIANT COMBATIF

Ces provocations répétées à Grenoble amènent à penser que cette ville sert

La Bourse du Travail après l'attentat du 23 avril 1977. Le dossier de cette affaire comme celui des autres attentats n'a pas avancé d'un pouce. Les éléments fascistes remis à la police ou arrêtés lors d'attentats ont été rapidement relâchés.



On pourrait citer des dizaines de faits de ce genre : provocations policières et fascistes, mises ensuite sur le compte de l'extrême-gauche par la presse, en particulier par le *Parisien Libéré*. La plus grave de ces provocations a sans doute été l'attentat qui a détruit la nouvelle Bourse du Travail. Bien qu'il ne fasse pas de doute qu'il s'agisse d'un attentat fasciste, l'édition régionale du *Matin* a affirmé que

actuellement de terrain d'expérience pour une stratégie de la tension. Le choix de Grenoble n'est pas fortuit. Le mouvement étudiant y est un des plus combattifs de France et son contrôle échappe à la gauche. Pendant la curieuse affaire des « Brigades Rouges », le *Dauphiné Libéré* dénonçait « les milieux super-politisés » du campus, aussitôt, la police perquisitionnait le campus, sans résultat bien sûr.

Grenoble «carrefour du gauchisme» vu par «France-Soir»

« Ces foyers anarchistes sont aujourd'hui plus virulents que jamais à Grenoble. La capitale du Dauphiné est la véritable plaque tournante, le grand carrefour du gauchisme... Depuis 1968, les incidents ont été nombreux qui ont opposé les extrémistes aux forces de l'ordre. Le campus constitue un redoutable abcès de fixation. C'est lui qui a été le théâtre des événements les plus dramatiques : incendie de locaux divers, de laboratoires, d'amphithéâtres. Matraquages physiques et intellectuels par les membres du G.B.U., un groupuscule de marginaux dont la plupart ne sont même pas des étudiants, mais des chômeurs professionnels. »

Tout le reste de l'article est à l'avenant.

venger les incidents de Malville. La veille, dans *France-Soir*, un article prenant l'affaire Conty pour prétexte, développait la thèse de « Grenoble, carrefour du gauchisme ». Ces faits semblent indiquer que Grenoble a été choisi comme lieu d'expérimentation d'une stratégie de la tension à l'italienne par des groupes d'extrême-droite, avec la bénédiction de certains partis de la coalition gouvernementale.

Le développement des comités Malville est une autre caractéristique de la situation politique grenobloise qui inquiète la droite mais aussi la gauche. Les dernières provocations : attentat contre l'imprimerie V.R.A., attentat à la cimenterie Vicat visent ces comités. Actuellement, le

Dauphiné Libéré, appuyé par les partis de droite et de gauche orchestre la campagne de calomnies contre eux.

Enfin, le conseil municipal de Grenoble de direction PS réunit tous les partis de gauche. Une telle analogie avec la situation possible, après les élections de 78 : union de la gauche au pouvoir avec

développement d'une opposition révolutionnaire, fait de Grenoble, aux yeux des partis de droite, une sorte d'échantillon de la France d'après mars 78.

EXPÉRIMENTER L'APRÈS 78

Que vise une telle stratégie dite de tension ? La droite, par groupes fascistes interposés, cherche à développer la frayeur chez des éléments des couches moyennes qui votent pour la gauche afin de les détacher de celle-ci et de les rassembler sous sa bannière. Provoquer des troubles pour tenter de déstabiliser un gouvernement de gauche et revenir en force au pouvoir.

Un échantillon de la prose du *Dauphiné Libéré* : l'appel au meurtre des prisonniers politiques

« Quand il s'agit de prisonniers politiques ceux-ci doivent bénéficier d'un statut spécial, par contre, s'ils sont criminels comme c'est le cas de la bande Baader, il y a deux hypothèses possibles. Ou bien ils sont purement et simplement exécutés, ce qui règle la question.

Ou bien, comme dans le cas de l'enlèvement de Monsieur Schleyer, particulièrement tragique, il faut faire échec au chantage. Un innocent menacé : 10 exécutés publiquement et sans appel. »

Il s'agit d'un extrait d'un éditorial du *Dauphiné Libéré* paru mercredi signé Line Reix épouse du directeur. Les journalistes du *Dauphiné Libéré* pourtant habitués à ce genre de propos ont trouvé que cette fois ça allait trop loin, ils ont protesté.

Le plan de la RATP pour les 5 années à venir

Aucune nouvelle opération en 1978 !

● Chaque année, la RATP rend public un « plan d'entreprise », qui fait le point des projets de la Régie pour les cinq années à venir. C'est de ce plan, pour cette année, que la RATP vient de laisser filtrer les grandes lignes.

Tout d'abord, les mois à venir verront la fin de quelques grands travaux. Le 8 décembre, le raccordement du Réseau Express Régional Est et Ouest sera effectué. En même temps, les travaux de la grande gare des Halles et de celle du Châtelet se termineront, permettant de relier la ligne de Sceaux à Châtelet et de mettre fin à une vieille aberration qui a coûté des milliards d'heures perdues dans les correspondances, aux travailleurs de la banlieue sud.

Passées ces inaugurations, le spectacle est moins rose : les travaux d'extension de plusieurs lignes de métro en proche

banlieue seront étalés, c'est-à-dire encore repoussés dans le temps !

Les seuls projets à débouché rapide seront ceux pour lesquels les travaux sont déjà engagés : ligne 7 (Porte de la Villette, Mairie d'Ivry), jusqu'au fort d'Aubervilliers pour fin 79 ; ligne 10 (Porte d'Auteuil, Gare d'Orléans), jusqu'à Courmoulin pour 1980 ; la ligne 13 bis (La Fourche, Porte de Clichy), vers Asnières-Gennevilliers pour la fin 1980.

Le prolongement de la ligne 13 vers Châtillon II semble remis en cause. Toute une série d'extensions qui sont nécessaires

sont repoussées aux calendes grecques ; ligne 5 vers Bobigny pour 1984 ; de même pour la ligne 4 vers la mairie de Montrouge et la ligne 7 vers Villejuif !

Aucune, nouvelle opération ne sera mise en chantier au cours de l'année 78 !

La RATP prévoit de poursuivre la modernisation des trains et des autobus et espère créer de nouveaux couloirs d'autobus. Mais, compte tenu de l'opposition du petit commerce, donc des municipalités, les mises « en site propre » s'effectueront essentiellement sur des routes nationales qui échappent au contrôle des communes (RN 305 vers Vitry) et sur l'autoroute A3 vers Ronsay.

INFORMATIONS GENERALES

DES MILLIERS DE MAÎTRES AUXILIAIRES ATTENDENT TOUJOURS LEUR NOMINATION

De nombreux maîtres-auxiliaires n'ont aucune certitude d'être renommés, d'autres sont affectés dans deux, voire trois établissements différents. Situation qui pourrait paraître paradoxale au regard de tout le bruit qui a été organisé autour de la décision ministérielle. En fait, la circulaire Haby ne s'applique pas à tous les non-titulaires, mais seulement à une partie d'entre eux (une partie du second degré et les CET). Beaucoup restent donc sur la touche.

La circulaire précise que les maîtres-auxiliaires seront réemployés pour la durée de l'année scolaire, autrement dit l'emploi ne leur est pas garanti pour toute la durée de l'année scolaire.

Elle prévoit que les maîtres-auxiliaires devront «s'engager à accepter tout poste d'enseignement, tout service de caractère éducatif et les remplacements en sus de ce service». Cette circulaire entre tout à fait dans le cadre de la réforme Haby, qui donne «les pleins pouvoirs» aux chefs d'établissements, qui pourront aller jusqu'à confier des tâches de surveillance ou de secrétariat aux maîtres-auxiliaires.

La circulaire Haby vise donc surtout à masquer le chômage dans ce secteur, et ce aux moindres frais, les 90 % qui étaient versés aux maîtres-auxiliaires non affectés étant déjà payés par le rectorat...

Depuis que Haby, le 6 septembre dernier, a adressé au recteur une circulaire (cf QdP du 11 septembre), où en est le réemploi des maîtres-auxiliaires en cette rentrée scolaire ? C'est pour faire un premier bilan que le SGEN-CFDT a tenu hier une assemblée générale, synthétisant les problèmes qui se posent sur les trois académies parisiennes. Une assemblée qui survenait deux jours après l'occupation des locaux du rectorat de Versailles par plus de deux cents maîtres-auxiliaires.

LA BATAILLE POUR LES AFFECTATIONS

Ils sont encore mille à attendre une nomination pour la seule académie de Versailles ; parmi eux, au moins cinq cents qui n'ont pas d'ancienneté ou ont eu des suppléances «fluctuantes» l'an dernier) risquent de rester finalement au chômage. Dans le même département, de nombreux postes de surveillants d'externats ont été supprimés cette année !

Dans le Val-de-Marne, ils sont près de cinq cents

à rester sans poste à ce jour. Le recteur a proposé quelques postes d'enseignement auprès de travailleurs étrangers, sans tenir aucun compte de la spécialisation des maîtres «Il n'y a pas besoin de spécialisation pour enseigner à des migrants» a-t-il même déclaré !

A Paris, près de deux cents maîtres ne sont toujours pas nommés (150 dans les lycées et 30 pour les CET). Pour toute réponse aux revendications des enseignants, le recteur a refusé jeudi après-midi

de recevoir une délégation syndicale.

Au total, des milliers de maîtres risquent de rester au chômage. Pour ceux qui auront un emploi, celui-ci sera très souvent à temps partiel et sans rapport avec la formation reçue.

Dans cette situation, les non-titulaires sont décidés à ne pas relâcher leur mobilisation, à faire le siège des rectorats jusqu'à satisfaction : «Se battre sur le mot d'ordre «réemploi des maîtres-auxiliaires» est dangereux, car il implique des mesures très conjoncturelles et sectorielles» expliquent les responsables du SGEN-CFDT «Il faut se battre pour la titularisation de tous les personnels non-titulaires, pour le réemploi de tous dans la qualification !» «On peut dire aujourd'hui que le Ministère de l'Éducation est la première entreprise française de travail intérimaire !».



INCENDIE DU FOYER AFRICAIN DE LA RUE SEDAINÉ (PARIS)

- UN RÉSIDENT MEURT DE SES BRÛLURES
- CINQ SONT TOUJOURS EN DANGER
- NOUS AURIONS PU TOUS Y RESTER

Siby Sambola est mort, jeudi après-midi. Résident au foyer de la rue Sedaine, où un incendie criminel s'est déclaré dans la nuit de mercredi à jeudi, il avait tenté de s'enfuir en sautant par la fenêtre, et, grièvement blessé, il n'avait pu atteindre la rue. C'est d'ailleurs de cette façon que la plupart des résidents se sont blessés ; en tentant de sortir par tous les moyens de cette véritable souricière qu'est le foyer : une unique porte de secours, dont l'accès était quasiment impossible à cause de portes battantes barricadées : porte d'entrée encombrée par les poubelles, extincteurs rendus inaccessibles par la fumée... «Un résident a heureusement coupé immédiatement l'électricité. Et le gaz ne s'est pas enflammé. Sinon, nous y

restions tous !», explique un résident. «Et ça peut recommencer à tout instant. Il n'est pas concevable que nous restions ici», ajoute-t-il avec une colère que partagent ses camarades rassemblés autour de lui, dans un couloir étroit où des traces de sang sont encore visibles, au milieu de la fumée.

Le foyer, géré par l'AFTAM, association «philanthropique», et financée pour cette raison par le FAS, la Caisse centrale, et le secrétariat d'État aux immigrés, a été ouvert en 1967. Il ne devait être utilisé que deux ans. Depuis, les résidents, qui ont fait une grève des loyers en 74, ne croient

plus aux promesses : «Une dame du secrétariat d'État a visité le foyer tout récemment. Personne n'ignore, chez les officiels, comment nous sommes logés. Elle nous a dit que le permis de construire d'un nouveau foyer avait été accordé. Mais ça ne nous suffit pas. Si, à la fin du mois, nous ne sommes pas relogés, nous ne paierons plus aucun loyer», explique un résident, rapportant ce qui s'est décidé à l'assemblée générale tenue dans le réfectoire calciné, jeudi soir.

Vendredi après-midi, à 15 h, les résidents devaient se rassembler devant l'Hôtel de ville, bien décidés à obliger Chirac à les reloger. Car le maire de Paris pourrait bien s'en remettre à la préfecture qui elle-même compte bien s'adresser à la mairie !

Ce sont les mêmes !

L'incendie criminel du foyer Sedaine ne fait que s'ajouter à une longue liste d'incendies contre des logements d'ouvriers immigrés. Au même moment, une campagne d'affiches ignoble titre : «Halte au chômage, embauche des Français». Les résidents ne peuvent s'empêcher de faire le lien : «On veut à tout prix nous faire partir, par tous les moyens. Mais nous, nous savons que dans notre pays, les Français qui conseillent nos gouvernements, qui ont des belles villas et qui continuent à nous exploiter, sont les mêmes que ceux qui, ici nous accusent du chômage».

Rachat de Top Télé et de Télé 7 jours

LE MARIAGE DE DEUX EMPIRES

Top Télé a publié son dernier numéro le 14 septembre. C'est la société n° 1, editrice de l'hebdomadaire de télévision, filiale d'Europe n° 1, qui a annoncé cette décision.

Raison avancée : «L'exploitation financière en était trop lourde pour pouvoir être maintenue».

C'est le «géant» des hebdomadaires de télévision, Télé 7 jours, qui reprendra plusieurs rubriques de Top Télé et deviendra propriétaire du titre abandonné.

Le «mariage» actuel entre les deux hebdomadaires en annonce un plus important : celui de deux empires de l'information : Hachette et Europe 1. Depuis de nombreuses années, le groupe Europe 1 tente de «mordre» dans la presse écrite. On se souvient de l'échec de l'opération Floirat-Dassault : le journal gratuit Un Jour, dont le financement devait être assuré à 100 % par les recettes

publicitaires, expérience qui ne fit pas long feu. Peu après, Europe 1 réussit, à force de capitaux et grâce au support publicitaire assuré par la station de radio, le lancement de Top Télé : en un an, 300 000 exemplaires sont vendus par semaine.

En décidant de s'associer à Hachette, en échange du sabotage de Top Télé, Europe 1 obtient que le titre Télé 7 Jours abandonne officiellement ses liens avec RTL, station concurrente. Europe 1 choisit la voie de l'association, moins risquée financièrement que celle de l'affrontement avec Hachette.

L'épisode qui est en train de se dérouler confirme l'accélération de la concentration capitaliste de la presse, remettant la charge de «l'information» à une poignée de plus en plus restreinte de financiers et de politiciens bourgeois.

Thann et Mulhouse : premières mesures

La préfecture de Rouen a annoncé dans un communiqué en date du 14 septembre la mise en place d'un calendrier de mesures techniques pour limiter la pollution de la Baie de Seine par l'usine Thann et Mulhouse. C'est contre cette pollution que les pêcheurs de Baie de Seine mènent la lutte sans désespérer et qu'ils ont invité récemment une délégation de pêcheur Japonais de Minamata. La préfecture précise que le suivi du programme sera sous la responsabilité du secrétariat permanent pour la pollution en Baie de Seine créé le 13 juillet par le Conseil des Ministres. Désormais, c'est sur les actes et les résultats qu'il faudra juger.

Association pour la libération des ondes

Une association pour la libération des ondes (ALO) vient de se créer. Elle se fixe pour but la protection des expériences de radios libres, la garantie de leur indépendance vis-à-vis des intérêts commerciaux et la définition de normes techniques pour les émetteurs et les définitions des fréquences. Plusieurs personnalités ont signé un appel allant dans ce sens.

Des perquisitions et des interpellations ont eu lieu à la suite de l'émission pirate de mardi devant la prison de la Santé, chez J.P. Delaspre militant du CAP et au local du CAP.

Une vieille dame hospitalisée : l'effet-retard des grenades de Malville

Mme Joséphine Dubuisson est actuellement hospitalisée à l'hôpital de Bourgoin, les jambes à demi paralysées. Cette dame, de 81 ans habite Faverges. Le 31 juillet, sa ferme s'est trouvée littéralement pilonnée par les grenades, au gaz CS et offensives. Dans un poulailleur situé juste à côté, les volailles se heurtaient au grillage, complètement arrosées. Et dans la maison de Mme Dubuisson, le gaz se concentrait, car il n'y avait pas de vent pur le chasser. Pas un instant, la vieille dame n'avait hésité pour désigner les responsables : ces CRS qui tentaient de la monter contre les manifestants.

LUTTES OUVRIERES

Licenciements dans l'explosif

Le secteur «explosifs» comptait environ 5 000 salariés en 1974. La restructuration en cours chez Nobel, Nitrochimie et Gévelot entraînera plusieurs centaines de licenciements : à Nîmes, 300 chez Rey, filiale de Nobel, d'autres à Cugny dans la région de Vonges, et à Valence. Dans cette branche, les conditions de travail sont particulièrement dures, les produits très dangereux sont manipulés avec les plus grands risques pour les travailleurs. Les accidents sont fréquents, rappelons, entre autres, l'explosion de Clérieux, qui n'a d'ailleurs jamais rouvert. Autre problème, les qualifications : une majorité d'O.S. Depuis quelques temps, les patrons embauchent de plus en plus sous contrat, ou font appel à des intérimaires.

Furnon, d'Alès à la CIP

Statu quo à Alès, après la réunion qui s'est tenue mardi, à la direction de la main d'œuvre, entre le PDG de l'usine Furnon et les responsables de la CGT.

Furnon refuse toujours d'appliquer le jugement de la cour d'appel de Nîmes qui lui enjoignait de réintégrer les ouvrières syndiquées à leur poste.

À la CIP, dont l'ancien patron est le même Furnon, qui avait été reprise, après un très long conflit, par la Velda (tissu d'ameublement) l'embauche est pratiquement bloquée. Huit mois après la réouverture qui prévoyait une priorité d'embauche aux 118 ouvrières qui avaient occupé, on en est toujours à 15. Seulement 4 nouveaux postes sont prévus pour ce mois. Les syndicalistes CFDT envisagent de relancer l'action.

Chômage officiel de Bretagne

Le préfet de la région, Bretagne a révélé, devant le comité économique et social, que le nombre de chômeurs, dans les quatre départements bretons, a augmenté de 6 % en juillet et août de cette année, et de 27 % par rapport à la même époque de l'an passé.

Encore un recrutement «exceptionnel»

M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, embauche lui aussi des vacataires. Devinette : jusqu'à quand ? Réponse : jusqu'aux élections. La preuve ? Une circulaire officielle : «Les intéressés seront recrutés directement sur contrat d'une durée fixe de trois mois pouvant être renouvelé trois fois au maximum». Et il précise : «Ce renforcement de vos moyens est conjoncturel. Il est essentiel que les tâches qui seront confiées à ces personnes soient temporaires, pour qu'elles puissent être assurées par la suite par les moyens normaux dont vous disposez. (...) C'est un personnel d'appoint, il faut être clair au moment de l'embauche, et préciser qu'aucune mesure exceptionnelle de titularisation n'est prévue».

Après les postes, c'est 20 000 vacataires que l'État compte embaucher au rabais, pour dégonfler les chiffres du chômage, avant les élections. Aux postes, ils touchent 1 300 F mensuels, ici, ce sera le SMIC.

Rothschild et les effets de la crise

David de Rothschild, PDG de la Société Nationale de Construction, a expliqué par «les effets de la crise» la menace de 500 licenciements qui plane sur les travailleurs de la SNC. Entre 74 et 77, il a déjà «dégraissé» les effectifs de 2 500 personnes.

Le CNPF et le Père Noël

M. Yvon Chotard, viceprésident du CNPF, fait lui aussi des promesses «sociales» pour la fin de l'année. «Le CNPF vient d'adresser une circulaire à l'ensemble de ses adhérents pour recommander que cette augmentation maximale (de 4,5 % sur les salaires) soit portée à 7 % au 1^{er} octobre. (...) À la fin de l'année nous verrons, en fonction de l'évolution des prix, si nous pouvons aller plus loin au cours de nouvelles négociations».

Même raisonnement qu'à la RATP : «Si les prix augmentent beaucoup, vos salaires augmenteront peut être un tout petit peu».

MANIFESTATIONS DES PRODUCTEURS DE LAIT

Contre la taxe de «co-responsabilité»

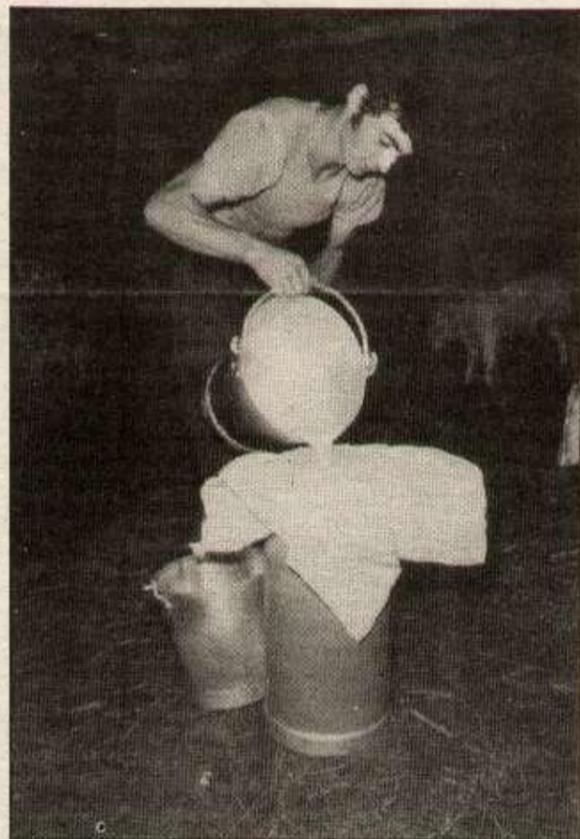
C'est ce jeudi qu'entre en application la taxe de «co-responsabilité», frappant les producteurs de lait. Cette taxe, perçue par la CEE, par l'intermédiaire des coopératives et des industriels du lait, va faire une ponction de 300 millions de francs dans leur poche. Le but de l'opération, c'est «d'endiguer le fleuve du lait», de faire disparaître les montages de beurre et de poudre. Depuis dix ans, diverses tentatives ont été faites, qui n'ont pas fait baisser les «excédents». L'an dernier, les Neuf ont dû y renoncer, en raison de la sécheresse. C'était trop risqué. Cette année, ils reviennent à la charge, et décident de prélever 1,5 centimes par litre de lait collecté. C'est énorme. Pour un paysan qui possède une vingtaine de vaches, la taxe peut s'élever entre 800 et 1 200 F.

Cette taxe sera utilisée à la recherche de nouveaux débouchés, de nouveaux produits dérivés du lait. Inutile de préciser que certains industriels se frottent déjà les mains. Pour les petits paysans, qui voient leur coût de production augmenter sans cesse et leur prix de vente baisser

en valeur réelle, c'est la ruine accélérée. En leur imposant ce système de prix, on les a forcés à produire plus, et maintenant, on leur demande de financer leur propre élimination, sous prétexte qu'ils produisent trop.

Dans cette situation, les responsables de la FNSEA n'ont fait qu'un bond : d'accord, ont-ils dit, mais à certaines conditions, dont la principale est d'être associés à la gestion du marché laitier ! Ces représentants des gros propriétaires n'ont pas eu beaucoup de problèmes pour obtenir l'accord du conseil des Neuf. Debatisse, président de la FNSEA, était fort satisfait de l'affaire, lorsqu'il déclarait, mardi, après un long entretien avec Raymond Barre : «Les producteurs de lait n'ont pour le moment aucun pouvoir à Bruxelles. Ils doivent se rendre compte que cette taxe de co-responsabilité leur permettra de lutter pour mettre en place un mécanisme qui leur donnera le pouvoir qu'ils n'ont pas».

Mais depuis qu'existe l'Europe verte, les paysans ont fait l'amère expérience



d'une élimination accélérée. Il est fini le temps où le syndicalisme paysan pouvait prétendre rassembler indistinctement toutes les couches de la paysannerie, du gros propriétaire au plus petit. «Ce pouvoir» de gérer le marché, les paysans menacés savent que ce n'est pas eux qui l'auront, mais les industriels du lait. Cette fois, les «leaders» syndicaux genre Debatisse ont bien du mal à faire passer leurs explications. Dans la plupart des régions laitières, ce

jeudi sera marqué par une protestation énergique des producteurs de lait. À Nantes, une manifestation doit avoir lieu à 14 heures. Et ce n'est pas en réclamant une augmentation des prix agricoles d'ici la fin de l'année, qui n'interviendrait pas de toute façon avant novembre, que Debatisse et autres arrêteront la révolte des petits et moyens producteurs : c'est dès ce jour que chaque litre de lait vaudra 1,5 centimes de moins.

QUAND LES GALERIES LAFAYETTE SORTENT LEUR GROSSE ARTILLERIE

● Suite aux débrayages dans les entrepôts de Belhomme dans le 18^{ème}, à Blanche dans le 9^{ème}, et Haussmann dans le 9^{ème} (voir QdP du 14 septembre), une délégation de la CGT et de la CFDT de chaque entrepôt était reçue par la direction pour négocier, ce jeudi, sur 160 francs de prime incorporée au salaire de base, 200 francs supplémentaires sur la prime des 3J, une journée de repos supplémentaire pour surcroît de travail, l'augmentation des effectifs pour les réserves.

À 9 h 30 donc, la délégation était reçue. Elle avait la ferme intention, étant mandatée par les travailleurs, de ne négocier que sur cela. À 10 heures, la délégation ressortait, et se réunissait pour étudier les actions à engager, suite aux réponses de la direction. La décision était prise à l'unanimité d'étendre le mouvement, face au refus des patrons, et de rassembler dans une action l'ensemble des grévistes du 13 septembre.

Pendant l'entrevue CGT-CFDT avec la direction, cette dernière s'est empressée de faire circuler une note de service confidentielle par la hiérarchie, dans l'ensemble des réserves. Cette note appelait le personnel à être «raisonnable» et à ne pas croire

les affirmations des syndicats, tout en minimisant le nombre des grévistes. Devant la détermination des employés, notamment à Saint-Denis et dans les réserves d'Haussmann, elle va menacer de la manière forte.

En effet, la CFDT et la CGT d'Haussmann avaient convoqué le personnel des réserves à une assemblée générale à 14 heures 05. Alors que le personnel était réuni, le chef inspecteur et son adjoint sont intervenus, menaçant de répression les délégués, si l'assemblée générale se poursuivait.

Devant la volonté de lutte des employés présent, l'A.G. sera maintenue quand même, et il sera fixé une action pour

l'ensemble des réserves, dans la semaine qui vient.

Le principe d'un rassemblement et d'une délégation massive des entrepôts a été donné. Même leur matériel et le personnel répressifs sortis par la direction dans de nombreux rayons, le moral est resté intact, malgré une pression de plus en plus forte de l'encadrement. Pour beaucoup, la volonté d'aller plus loin est grande. L'Intersyndicale a décidé de riposter à toute tentative d'intimidation si la répression s'installe. Comme disait un employé lors de l'Assemblée Générale, «On a commencé, il faut continuer sans baisser les bras».

Jeudi matin, les représentants des services en grève se rendaient à la direction générale, pour exiger l'ouverture de négociations sur la grille des entrepôts. La direction générale, prétextant que des rendez-vous ne pouvaient lui faire accepter cette délégation, c'est le directeur de l'entreprise et le directeur d'exploitation magasins Paris, qui les ont

reçus. Là encore, refus de discuter sur les revendications. Une heure plus tard, il est décidé d'aller plus loin et de discuter sur l'action à faire dans la semaine qui vient. De plus en plus, des idées de grève dure mûrissent dans plusieurs réserves. Diverses propositions sont faites par les employés en Assemblée générale : blocage des stocks, refus d'envoyer la marchandise aux succursales grève plus longue sur les tas. Rendez-vous est donc pris pour lundi prochain, afin de faire le point et d'engager de nouvelles actions sur les entrepôts, pour obtenir satisfaction. Comme le comprennent bien les employés, si la direction générale a envoyé une note, si elle a tenté de briser la lutte, si elle est intervenue dans une Assemblée générale, c'est bien parce que le mouvement l'inquiète. De nouvelles actions sont prévues pour la semaine prochaine, des contacts sont pris avec les autres magasins de province, pour organiser la solidarité.

Correspondant Commerce

LUTTES OUVRIERES

POLITIQUE

JOURNEE D'ACTION DU TEXTILE ARTIFICIEL

Jeudi se tenait la réunion nationale paritaire examinant la question des salaires du secteur «textile artificiel et synthétique». A cette occasion, la CGT avait appelé à une journée nationale d'action, avec des délégations dont celle de Montefibre se rendant à Paris, au siège de la fédération patronale, rue d'Anjou.

Le textile, artificiel ou pas, c'est des salaires en majorité à moins de 2 000 francs par mois (94%), et même à moins

de 1 700 francs (63%). A Rhône-Poulenc, où ils étaient un peu moins bas, du fait des luttes, la direction s'attaque depuis quelque temps aux avantages acquis.

Le textile synthétique, c'est aussi le chômage; parmi d'autres, les ouvriers de Montefibre, qui se battent depuis plusieurs mois pour conserver les 1 039 emplois à Saint Nabord dans les Vosges, face au trust Montedison.

Face à ces attaques multipliées contre les travailleurs de la branche, une journée d'action n'a guère de chances de faire reculer significativement les patrons. A la Cellophane de Mantes, où la direction avait carrément

lockouté le personnel à la suite d'une grève, les ouvriers ont dû rentrer sur un échec. A Montefibre, les 1 039 ont engagé une lutte dont ils savent qu'elle sera longue. La direction emploie tous les moyens: refus de négocier, propositions individuelles de démissions indemnisées. Ils n'ont même pas de statut puisqu'ils n'ont pas encore été officiellement licenciés. Ces luttes sont soigneusement laissées dans l'isolement par les directions syndicales, et ce n'est pas une journée d'action si partielle, la première peut-être d'une nouvelle série (?) qui changera quoi que ce soit au rapport de forces, ni ne donnera davantage de perspectives.

CONVOYEURS D'OR NOIR À QUAI

Voici plusieurs jours, on apprenait qu'un pétrolier, puis un autre, restaient à quai. Aujourd'hui, c'est l'équipage de 70 pétroliers qui a décidé de faire grève, dès l'arrivée au port, pour réclamer davantage de congés. En moyenne, un aller-retour entre les pays du golfe Persique et la France dure 90 jours. Il n'y a bien souvent que deux jours d'arrêt pour charger, deux jours pour décharger. Le comble, c'est que les pétroliers, pour «économiser l'énergie», ont réduit leur vitesse, allongeant d'autant la durée des parcours.

Ils demandent donc la réduction du temps passé en mer, l'attribution d'une journée supplémentaire de congé par fraction de trois jours de dépassement des 90 jours maximum en mer, dix jours de vacances par mois.

LES PEINTURES NAVALES LIQUIDENT LES «CANARDS BOITEUX»

La peinture navale est une entreprise nantaise spécialisée dans les travaux de préparation des surfaces et d'application des peintures dans la marine, le bâtiment et l'industrie. La direction de l'entreprise vient de faire connaître, au cours d'une réunion de l'entreprise qui s'est tenue il y a deux jours, son intention de fermer prochainement ses agences situées dans les villes de Nantes (76 travailleurs), et de Saint Nazaire (60 travailleurs). La totalité de ces licenciements serait, selon la direction, terminée en décembre 77, et effectuée progressivement, en fonction de l'ancienneté de chaque ouvrier. Hier avait lieu une nouvelle réunion du Comité d'entreprise, les syndicats CGT et CFDT ont fait clairement savoir que les travailleurs n'étaient pas prêts à subir les conséquences de l'élimination de ce que la direction appelle «ses canards boiteux».



Les ouvrières de Bolbec manifestent contre les licenciements

L'emploi des jeunes aux grands magasins

Le journal L'Expansion affirme que «les grands magasins parisiens vont prendre plusieurs centaines de stagiaires pour, le moment venu, puiser dans le vivier les meilleurs éléments». Voilà qui donne une idée des fameux contrats pour les jeunes qui ne coûtent rien aux patrons, puisque c'est l'État qui paie.

Creusot Loire Nantes : un ouvrier tombe et se tue

C'est alors qu'il était occupé à travailler sur les toits de l'entreprise Worthington-Batignolles (située dans l'enceinte du trust Creusot-Loire) Bd Jules Vernes à Nantes, que Guy Potereau, ouvrier de 48 ans, est mort, suite à une chute de plus de 8 mètres, faute d'un minimum de sécurité dans ce travail. C'était il y a deux jours.

grève à Air France

Ce n'est pas la grande grève d'il y a quelques mois. Ils ne sont que 50 informaticiens en grève, le service qui gère les données internes d'Air France. Ils travaillent en équipes, 24 h sur 24, à la lumière des lampes, dans le bruit des machines. De plus, ils tournent à effectifs réduits, 7 ou 8 personnes par équipe au lieu de 10. Depuis deux semaines, ils font grève deux heures par jour. Pour l'instant, ils n'ont que de vagues promesses, ils continuent donc.

Réunion du Conseil municipal de Thionville
jeudi soir

CRISE AU SEIN DE LA GAUCHE

Jeudi soir, le conseil municipal annonce «qu'il ne faut pas aggraver les choses qui ne le méritent pas». Les deux premiers points étant réglés, le conseil passé à l'examen du troisième, celui qui motivait la venue de plus de 200 Thionvillois au casino municipal. Le représentant socialiste, Malgra fait une communication dans laquelle il rappelle dans quelles conditions le 10 juillet 1976 les trois partis de gauche avaient engagé des tractations et étaient parvenus à se mettre d'accord sur la répartition des sièges. «Mais voilà, le contrat moral n'a pas été respecté» puisque Patrick Pariset décide de quitter le PS pour adhérer au PCF.

Malgra n'hésite pas à parler de «trahison» et il ajoute : «En l'acceptant dans ses rangs, le PCF a bafoué la démocratie...» Morel, le représentant du PCF jubile et répond en reprochant au PS «cette polémique nuisible à l'union». Dans une envolée faussement dramatique, il demande : «Si c'est trahir la gauche que d'adhérer au PCF... En adhérant au PCF, Patrick Pariset se fait le défenseur du programme pour lequel nous avons tous été élus donc, il n'a aucune raison de démissionner». Soufrin, le maire, prend la parole et affirme, visiblement gêné : «Il ne faudra pas compter sur moi pour ouvrir une crise au sein du Conseil municipal». Il ajoute que dans le cas de maires qui ont changé d'appartenance politique, nul n'a exigé leur démission. Dans son intervention, le MRG accuse Pariset sans ambage d'être déjà membre du PCF avant d'avoir quitté le PS. Nul ne le démentira. L'amertume du PS est aggravée par le fait que la section de Pariset a appris par la presse, qu'il quittait son parti. Il n'avait jamais soufflé mot de ses «hésitations» à ses camarades... Morel (PCF) refusant d'exiger la démission de son «nouvel» adhérent, Malgra (PS) exige la démission du Conseil municipal. Celle-ci étant refusée, les «élus socialistes» quittent la séance ra-

pidement suivis par leurs homologues radicaux de gauche. Les protestations s'élevèrent parmi le public.

Assurément, à l'image de ce qui s'était passé à Bischheim, lors de la désignation du maire ou une personnalité indépendante pressentie pour être maire s'est brusquement avérée être un homme du PCF inversant la majorité, «l'union» est à Thionville non pas un combat, mais une grosse manipulation. Le PCF n'avait-il pas laissé au PS un nombre de sièges hors de proportion avec son influence réelle parce qu'à ce moment-là, la section de

Thionville était au CERES et se déclarait pour la nationalisation de la sidérurgie «à la Marchais». Depuis que, avant le Congrès du PS en juin dernier, le PS local désertant le CERES s'était en grande partie aligné sur la motion de Mitterrand, le savant équilibre était rompu.

Une ouvrière venue assister au Conseil municipal exprimait en pleurant que les partis de gauche claquent plus de portes au nez des travailleurs qu'ils n'ouvrent de perspectives. Dans les couloirs, un vétéran du PCF, ouvrier sidérurgiste, s'approcha des militants du PCR et les interrogea : «Et vous, qu'en pensez-vous de tout cela?» Visiblement la désunion de la gauche multiplie les questions sur la véritable nature de l'union de la gauche, et les projets respectifs du PCF et du PS. Aux communistes révolutionnaires de prendre largement l'initiative de ce débat.

François MARCHADIER

Les arrestations de Bastia et d'Ajaccio

La police espère-t-elle vraiment retenir quelque charge que ce soit contre les militants autonomistes arrêtés mercredi ? On peut en douter au vue des «preuves» relevées contre eux : un tricot de corps pour José Stromboni, une plaque minéralogique de son ancienne voiture... Par contre la manœuvre politique est plus probable : José Stromboni, opticien de Bastia déjà arrêté plusieurs fois, n'avait pas caché que l'autonomie réclamée par l'ARC (aujourd'hui UPC) lui paraissait peu satisfaisante. Jean Nicolai autre militant arrêté est un responsable de la CSC (Consulta dei Studenti Cori), organisation qui n'avait pas non plus caché ses réserves vis-à-vis des autonomistes les plus modérés. Les grandes manœuvres commencées pendant le procès d'Edmond Siméoni continuent : en séparant les «bons» et les «mauvais» autonomistes, le gouvernement espère pouvoir utiliser les premiers.

Giscard et des avocats

Giscard a inauguré hier les journées d'études de la conférence des bâtonniers, plusieurs organisations d'avocats y participent. Le Syndicat des Avocats de France pour sa part a annoncé qu'il se refusait à cautionner une telle opération et dénoncé ce «rassemblement mandarin tournant à l'opération politique».

Le Syndicat de la Magistrature a décliné l'invitation qui lui était faite, estimant qu'il ne s'y intégrait aucune représentativité du barreau. D'autre part dans le dossier de chaque participant aux journées d'études figure un article attaquant violemment le Syndicat de la magistrature.

Manufrance : nouvelles propositions

Des démarches entreprises par la municipalité de Saint-Étienne pour retarder les problèmes à Manufrance auraient en partie abouti. On sait qu'une banque avait déjà accordé un prêt permettant de tenir jusqu'au mois de février. C'est maintenant la Coopérative des consommateurs (COOP) qui vient de proposer son aide. Le président des COOP a cependant précisé qu'il s'agissait bien d'une aide, et en aucun cas d'un plan de sauvetage d'ensemble de la firme stéphanoise.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

POLITIQUE

POLITIQUE

Après l'échec du sommet de la gauche,

VERS LA LENTE DESESCALADE A GAUCHE

● A droite : les sirènes de l'alliance Giscard-Mitterrand

On pouvait s'attendre à une jubilation des partis de droite après la fêlée de l'Union de la gauche, survenue mercredi soir. Effectivement, le vieux thème «*Nous sommes unis sur l'essentiel, et pas eux*» est revenu à maintes reprises. Edgar Faure lui, en vieux politicien radical, a même lancé un appel, prématuré, à Robert Fabre pour réunifier la famille radicale ! Cependant, l'attitude face à l'Union de la gauche reste fondamentalement différente selon qu'il s'agit du RPR ou du parti républicain.

Si le RPR choisit pour cible le parti de Mitterrand, accusé de faiblesse face aux manœuvres du PCF, le PR, par la bouche de D'Ornano ou de Soisson, enfonce un autre clou : face au PCF, parti révolutionnaire (sic), Fabre a eu le courage de faire face ! Et

de regretter, en des termes nuancés il est vrai, que Mitterrand n'en fasse pas autant. Sous-entendu : si Mitterrand refusait son alliance contre-nature, de grandes perspectives s'ouvriraient pour les partisans d'un gouvernement socialiste-centriste. Une journée après la signature du manifeste qui était censé mettre fin aux divisions de la droite, les divergences reprennent de fait le dessus. Pas au point de bouleverser les stratégies électorales maintenant établies, mais suffisamment cependant pour remettre en mémoire une évidence : le PR, et derrière lui Giscard, n'a pas renoncé à envisager une alliance, à terme, avec le parti socialiste, et cela pour damer le pion à Chirac. Belles unités en vérité que celles de la gauche ou celle de la droite.

● Le MRG : une oscillation permanente

● Le Mouvement des Radicaux de Gauche est certainement un des partis qui a la plus forte proportion d'élus comparé au nombre de militants ; Fabre se targue de 25 000 adhérents, ce qui paraît à l'évidence exagéré. Par contre le MRG comprend 13 députés, 17 sénateurs et 10 présidents de conseils généraux. Au-delà des «*alignés*» politiques, la préparation des élections sénatoriales et législatives, a amené le parti de Fabre à tisser des

Troisième composante de l'union de la gauche, rallié au programme commun sur la base d'un préambule rajouté en 73, le Mouvement des Radicaux de Gauche met les pleins phares de l'actualité sur lui, après la sortie que l'on sait, lors du sommet de mercredi.

De fait, l'analyse des contradictions au sein de la gauche revient principalement à l'analyse des projets respectifs du PS et du PCF, et le mouvement de Robert Fabre fait figure de parent pauvre.

La raison en est simple : ces radicaux-là n'ont pas de perspectives politiques clairement établies, si ce n'est de participer à l'union de la gauche, tout en maintenant le principe «*du développement et de l'extension du secteur privé*».

L'histoire du MRG, depuis quelques années, est en fait une oscillation permanente entre l'attrait d'une gauche qui a ses chances d'accéder au pouvoir dans un avenir proche, et l'intérêt suscité par le réformisme giscardien, dont les frères ennemis du parti radical sont les zélés défenseurs. Les raisons sont multiples : il y a d'abord l'échec de la création à gauche, d'une puissante «*troisième composante*». Coincé entre les deux grands partenaires, le MRG n'a pas ménagé ses efforts pour que les gaullistes dissidents, ou les différents groupuscules

sociaux-démocrates le rejoignent. Le seul résultat fut le ralliement de «*l'Alliance de la gauche pour l'initiative et la réforme*», dont les effectifs ne dépassent guère la poignée de notables. L'échec de cette politique a d'ailleurs eu un effet de boom-rang : après avoir souhaité le renforcement de la troisième composante, le MRG a dû guerrooyer pour éviter que ne se forme une «*quatrième composante*» qui du coup aurait ramené les efforts de Fabre à zéro !

Deuxième raison à cette oscillation permanente : la présence au sein même du MRG de nombreuses personnalités dont le goût du pouvoir, municipal, régional ou national, fait fonction de ligne politique. Ceux-là, en 74, avant l'élection présidentielle, ont cru en la victoire de la gauche. Passée la victoire de Giscard, la perspective d'atteindre 78 leur a été insupportable ; c'est Caillaud qui a ouvert le chemin, séduit par les sirènes du réformisme giscardien ; en avril 75, il rencontra le président de la République, en septembre, il démissionna du MRG pour se retrouver quelques mois plus tard ministre. Brousse, le maire de Béziers, allait suivre le même chemin.

Troisième raison : si la scission de 71 dans le parti radical s'est faite sur des bases politiques, il n'en a pas été de même au sein

alliances différentes selon les circonscriptions dans certains cas, et à cause des «*exigences*» du PS, les radicaux font liste commune aux sénatoriales avec le PCF. Par contre, le contentieux entre PS et MRG, au sujet des législatives, tend à diminuer malgré quelques irréductibles. Le MRG refuse en effet de ne se voir accorder par le PS (ils sont liés par accord électoral depuis 1973) que 13 circonscriptions «*sûres*».

de la «*base*» dans les fédérations. Les notables de province se sont souvent ralliés à la position de leur «*élu*», qu'il soit député ou conseiller général. Le résultat en est qu'à chaque élection, quand il s'agit de tisser des alliances ou de définir un semblant de programme, la valse des ralliements bat son plein. Rappelons par exemple qu'en deux ans, la fédération du Nord et celle de la Loire du MRG ralliaient le parti radical de J.-J. S.-S., tandis qu'arrivaient les fédérations des Vosges ou de la Loire Atlantique !

Là est bien le vrai problème, la véritable ambiguïté de ces radicaux de gauche : ou passe la disjonction nette entre ce mouvement et son alter-ego de droite ? Dans l'engagement actuel au côté de Giscard ou de Mitterrand, certes, mais à part ça ? Favoriser la libre entreprise, aider «*les plus défavorisés*», «*pratiquer une politique hardie de réformes*», on pourrait entendre ça aussi bien dans la bouche du millionnaire néo-lorrain, J.-J. S.-S. que dans la bouche du pharmacien de Villefranche de Rouergue, Fabre.

Pourant, dans l'échiquier politique de la bourgeoisie, et malgré son inconstance politique, le MRG joue un rôle important. Il est en quelque sorte la droite de la coalition de gauche, alors que

le parti radical de J.-J. S.-S. est la gauche de la coalition de droite, pour une bourgeoisie qui envisage, à long terme, la possibilité d'une troisième voie, celle du «*centre gauche*», entre le capitalisme d'Etat du PCF et le pouvoir musclé du RPR, les radicaux sont une tête de pont idéale. Personne ne s'est d'ailleurs mépris sur le sens de la visite de Fabre à Giscard en octobre 75 : c'est bien de cela qu'il s'agissait.

La proximité de l'affrontement électoral semble exclure pour l'instant toute solution.

Mais rappelons une fois encore, que l'esclandre de Fabre n'a pas pour seule portée le résultat électoral des MRG pour 78. Le rôle que pourrait jouer ce parti dans la constitution du futur gouvernement dans le cas d'une victoire de la gauche, ne sera pas forcément identique à celui du PS. L'électorat propre de ce parti, sa composition sociale ne lui imposent pas les mêmes précautions que devra prendre le PS dans le cheminement vers la rupture avec le PCF. En clair, dans les avancées de Giscard en direction de la gauche non PCF, après 78, le MRG aura beaucoup plus de raisons de se laisser plus rapidement convaincre. C'est certainement ce à quoi pensaient Fabre et ses amis mercredi soir.

Nicolas DUVALLOIS



● Ce qu'ils ont dit...

CHIRAC : «*J'ai toujours dit, depuis des mois et des mois, qu'au fur et à mesure que les échéances électorales s'approchaient, les divergences profondes et les incapacités de gouverner ensemble, apparaîtraient dans l'opposition. Et ce qui se passe ne fait que confirmer ce que j'ai toujours pensé et affirmé. Quelles en sont les raisons, c'est une toute autre affaire. Je dirais simplement qu'il y a, au moins une constatation que l'on peut faire, c'est que contrairement à ce que cer-*

tains disaient, certains pensaient ou certains pouvaient faire croire, le parti communiste n'a pas changé et les radicaux de gauche s'en sont bien aperçu et ont été obligés d'en tirer la conclusion, je ne prends pas position naturellement sur la réaction des radicaux de gauche, c'est leur problème, ce qui est certain, c'est qu'ils ont pu voir et expérimenter ce qu'était réellement au moment des échéances, au moment où les vérités doivent éclater, l'attitude et le comporte-

ment des communistes, cette attitude et ce comportement que les socialistes n'attendaient probablement qu'après la prise du pouvoir, et dont ils se disaient qu'ils arriveraient peut-être à la maîtriser, avec une légèreté et une naïveté qui m'ont toujours étonné, mais qui s'est en réalité révélée plus tôt que prévu. De son côté, Barre, en voyage aux USA, s'est «*refusé à commenter cet événement de politique française en terre étrangère.*»

JEAN-PIERRE SOISSON

«*Ce qui se passe dans l'opposition est une affaire sérieuse, dont nous suivons le déroulement avec intérêt et vigilance. La décision de Robert Fabre démontre la difficulté d'un débat démocratique avec les communistes, dont l'objectif, quelles que soient les concessions de façade, demeure la révolution. Les radicaux sont des hommes de liberté, et ils ont compris le piège où l'on tente de les enfermer. Mais, il n'est pas certain qu'ils puissent résister bien longtemps, et il n'est pas plus sûr, hélas, que les socialistes comprennent à leur tour l'aventure où ils pourraient entraîner la France, en persistant dans leur alliance avec le parti communiste. Et aujourd'hui, tous les Français savent que l'accord qui pourrait être conclu entre les formations de l'opposition ne serait qu'un faux semblant illusoire et dangereux pour la France.*»

EDGARTAURE

«*La seule chose qui serait importante c'est que les radicaux comprennent qu'ils se sont fourvoyés dans le programme commun ; et ce n'est pas d'ailleurs en disputant quelques francs du SMIC ou sur le nombre des nationalisations qu'ils pourront, si je suis dire, conjurer le maléfice profond de ce programme commun qui est un programme collectiviste à longue application, qui est un engrenage dont ils ne pourront se sortir.*»

C'est que l'enjeu est de taille. Les travailleurs qui se sont vus ressasser depuis quinze ans que l'alliance électorale de la gauche était le seul moyen d'enrayer la crise, se posent aujourd'hui, à juste titre, de nombreuses questions mettant en cause non seulement la tactique des différents partis de gauche, mais aussi le caractère bourgeois des différents projets qu'ils s'opposent.

Il s'agit donc maintenant pour les trois partis d'aplanir l'incident de mercredi pour ré-engager la discussion dans un avenir plus ou moins proche. On aurait tort pourtant de considérer que cet incident ne va pas laisser de trace. Les radicaux de gauche

ont pesé d'un poids plus lourd dans la négociation, et il faudra bien que ses partenaires en tiennent compte. C'est un aspect. Plus profondément, le parti de Mitterrand se trouve quelque peu gêné aux entournures par la soudaine éruption du MRG sur le devant de la scène. Car enfin, ce que dit bien fort le MRG, c'est ce que pense le PS. Répondant à une question du Figaro, portant sur ces points d'accord avec la droite, Jean-Denis Bredin, vice-président du MRG énumérait : «*Notre attachement à la libre entreprise (...) en outre, dans le domaine conjoncturel, nous pensons comme Raymond Barre et beaucoup d'autres que ce n'est pas en*

réclamant la consommation qu'on sortira de la crise. Nous estimons que la France doit hélas subir une période d'austérité.» Déjà bien mis en évidence lors de la polémique des mois derniers, le caractère fondamentalement différent des projets est donc réaffirmé à grand bruit par les radicaux de gauche, à un moment où le PS joue le jeu ambigu du parti se voulant de gauche pour faire une politique de droite analogue à celle de Giscard-Barre. La mécanique relativement bien huilée où chacun se sert de l'autre pour parvenir à des fins différentes en prend un coup, qui explique la gêne de Mitterrand. Lui qui souhaitait voir le program-

Suite de la Une

me commun 77 signer depuis le mois de juillet voir encore cette signature retardée. Ces divergences fondamentales de projets, cette coexistence au sein d'une même union d'un parti proche du pouvoir actuel, et qui le dit !, et d'un parti désireux de transformer le capitalisme actuel vers un capitalisme d'Etat, augure des insurmontables contradictions d'un futur gouvernement de gauche. Encore faudrait-il que la gauche gagne les élections. C'est bien là le principal sujet d'inquiétude d'un Marchais et d'un Mitterrand, c'est bien la principale raison qui devrait les pousser à s'unir malgré tout, au prix d'un compromis qui sera laborieux.

FACE À FACE MARCHAIS-FABRE

Un avant goût des programmes de 78 !

Marchais et Fabre se sont donc retrouvés jeudi soir, 24 heures seulement après la «*rupture*» de la veille, à un face à face organisé par TF 1. Face à face dans le plus pur style de ce que les politiciens bourgeois nous ont habitué à voir, si ce n'est un tutoiement qui était de mise ce jour-là, et sur lequel chacun a fortement insisté. Mitterrand n'avait pas voulu se compromettre dans ce débat, préférant sans doute conserver une image de marque qu'il tente de se donner depuis le début de cette querelle, à savoir celle d'un homme soucieux de préserver l'«*unité*» ! Le terme de débat est lui-même tronqué, vu le quasi-monologue de Marchais, qui a repris le rabachage auquel nous soumet le PCF depuis de nombreuses semaines ; le parti de Marchais apparaît, en l'affaire, comme une victime accusée à tort d'être le bourreau !

Robert Fabre, pâle figure tentant de justifier la manœuvre de son organisation, eut de grosses difficultés à contenir les assauts, nombreux, d'un Marchais passé maître dans ce genre de spectacle. Fabre voulait de la publicité, il en a eu. Mais il se serait peut-être passé de celle du débat à «*événement*».

En tout cas, une chose ressortait : la mesure que chacun apportait pour éviter d'approfondir la faille de l'union de la gauche. Il faudra bien, pour ces politiciens bourgeois, convaincre les travailleurs le moment venu que le compromis passé est un bon compromis et que l'union est ressoudée !

Ce qu'ils ont dit

Fabre : «*Nous avons des divergences de fond avec le PC. Mais monsieur Lecanuet se trompe : nous n'irons pas à droite... Nous avons assisté à une escalade du PCF. En attendant par exemple le champ des nationalisations. De plus, il y avait cette petite phrase sur l'extension possible des nationalisations qui tend à liquider le secteur privé.*»

NATIONALISATIONS :

Fabre : «*Lorsqu'on a le sens de l'Etat, il faut avoir le courage de dire la vérité. Le gouvernement décidera. Il faut voir si les grands équilibres économiques peuvent être respectés.*»

Marchais : «*99% des entreprises resteront privées.*»

Fabre : «*Il y a à résoudre des problèmes économiques. Il y a dans l'économie des moteurs que l'on ne peut tuer. L'initiative privée en est un.*»

POSITION «IRREDUCTIBLE» 1

Marchais : «*Ma formulation était la suivante : «*Pour ce qui concerne les engagements pris en 72, notre position est irréductible*». Par conséquent, nous n'avons jamais varié sur ce point — le mot irréductible se rapportait à l'engagement pris en 1972.*»

Fabre : «*C'est le débat d'hier qui a fait apparaître certaines divergences et le mot «*irréductible*».*»

LA «PETITE PHRASE» :

Fabre : «*Nationaliser neuf groupes d'accord, mais 1 450 entreprises, c'est démesuré. Il faut aider le secteur privé à se développer. Il y a d'autres moyens que les nationalisations, les prises de participation de l'Etat par exemple. Et puis, il y a cette phrase qui dit que les travailleurs pourront demander la nationalisation de leur entreprise.*»

Marchais : «*C'est un droit qui est inscrit dans la Constitution de 1958. Et nous, nous sommes respectueux d'une constitution que la majorité des Français ont voté.*»

UN PRÉALABLE ?

Marchais : «*C'était bien une rupture alors hier. Vous posez maintenant un préalable à toute discussion... Quiconque aurait la prétention de mettre à genoux le PCF avant même que la discussion n'ait commencé, prendrait la responsabilité de la rupture.*»

Fabre : «*«*Ca c'est très important ! Si faire une concession, c'est se mettre à genoux, pourquoi le ferions-nous ; nous avons notre amour-propre !*»*»

CONCLUSION TEMPORAIRE :

Fabre : «*Nous avons adhéré à l'union de la gauche. On ne peut mettre un instant en doute la loyauté des radicaux de gauche. Mais il manque quelque chose pour avoir l'adhésion complète des Français : il leur faut le sentiment qu'ils ne vont pas changer de société.*»

Marchais : «*Nous sommes prêts à reprendre la discussion dès demain matin. Cela dépend uniquement de vous, les radicaux de gauche.*»

À travers la presse

Comme on pouvait le prévoir, la «*rupture*» momentanée de la renégociation du programme commun tenait la «*une*» de tous les quotidiens, vendredi matin. Si les interprétations sont variées, tous s'accordent, à différents degrés, sur le caractère non définitif de cette brutale séparation !

Le Figaro résume bien le sentiment général qui prévaut à droite, en citant cette petite phrase dont

Edgar Faure a le secret : «*Robert Fabre a claqué la porte sans la fermer, j'aurais préféré qu'il la fermât sans la claquer !*» Voilà, en peu de mots, exprimé ce que beaucoup pensent. Pour ce journal, «*la gauche*» chacun campe sur ses positions sans que, socialistes et communistes, les uns et les autres fort embarrassés, n'entrevoient l'issue qui leur permettrait de sauvegarder leurs chances en mars 78. Opinion

partagée par le journal patronal, Les Echos, qui, en bon «*quotidien de l'économie*», se réjouit abondamment des effets de ce tapage à gauche sur les cours de la bourse : «*La querelle au sein de la gauche sur les nationalisations rend un peu confiance aux investisseurs.*»

L'Humanité, à l'image de Marchais, se fait grave et solennelle : cinq pages, dont la première, s'efforce de convaincre son public que «*le PCF entend tout mettre en œuvre pour aboutir à un bon accord.*»

Le parti socialiste, par la voix de son organe officieux, Le Matin, affirme : «*Assez ! Il est temps de retrouver le sens de l'union. Et de se battre enfin contre la droite.*» Cette attitude se calque sur celle de Mitterrand qui veut se donner une apparence d'arbitre magnanime, et ainsi arrêter une querelle qui le dérange. L'éditorial du Matin estime que «*l'élan populaire que porte l'union de la gauche peut être brisé demain si les états majors continuent trop longtemps leurs marchandages. Une nationalisation par-ci, une prise de participation par-là...*» Il ajoute que «*le refus opposé par le MRG à un système de «*nationalisation à la carte*» était compris par beaucoup de socialistes et qu'ils avaient*

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

PASSEZ VOS COMMANDES 8 F
+ 2 F DE PORT

INTERNATIONAL

Norvège : qui a gagné les élections ?

Les travaillistes au pouvoir depuis quarante ans ou les autres partis bourgeois ? On ne sait pas encore l'issue des élections qui va être appelé à former le gouvernement parce que nul ne sait encore autour de qui va se nouer la coalition parlementaire. Pour cinquante voix qui ne lui avaient pas initialement été décomptées et découvertes lors des opérations de contrôle, le parti socialiste de gauche regagne un siège qui avait été attribué à la droite. Avec 76 sièges de députés, le parti travailliste peut l'emporter sur le bloc des partis de droite qui en a 77, s'il obtient l'appui du parti socialiste de gauche. Résultats de la semaine prochaine.

Nouvelle attaque de « Temps Nouveaux » contre l'« eurocommunisme »

Temps Nouveaux, le bulletin du parti révisionniste soviétique, publie un nouvel article contre l'eurocommunisme. Il souligne que Breznevski, le conseiller actuel de Carter, avait formulé en 1970 une doctrine qui visait à diviser les rangs des partis révisionnistes. Selon *Temps Nouveaux*, l'eurocommunisme tel qu'il est analysé par la bourgeoisie va dans ce sens : « Les thèses spécifiquement nationales sont érigées en points de repères principaux pour l'ensemble du mouvement ».

Selon une thèse bien connue des Soviétiques, en prenant leurs distances par rapport à Moscou, les eurorévisionnistes ne peuvent que faire le jeu de Washington. Marchais et Kanapa doivent être heureux du compliment.

Bagarres à Radio Liberté

La station américaine financée par la CIA et le Congrès américain et émettant en direction de l'Est, Radio Liberté, a été le théâtre de bagarres entre les émigrés, souvent opposants au régime soviétique, et les « russes blancs » qui constituaient le personnel traditionnel de la station. Les opposants soviétiques ont violemment réagi contre le chauvinisme grand russe et l'anti-sémitisme que les « russes blancs » voulaient imposer à la station.

Angleterre : grève des ouvriers-boulangers

A leur quatrième jour de grève, les 58 000 ouvriers boulangers anglais ont accepté qu'une médiation interviene. Les ouvriers boulangers réclament des salaires plus élevés, notamment pour le travail des jours fériés. Les patrons ont payé des placards publicitaires dans la presse pour y écrire qu'ils ne céderaient pas aux revendications des ouvriers. Ceux-ci ont installé des piquets de grève pour empêcher les livraisons de farine.

Cette grève qui éclate au lendemain du congrès des Trade Unions, où les directions ont imposé la poursuite du contrat social, n'est pas seule. Des conflits importants sont en train de prendre naissance dans l'automobile notamment.

OTAN

Un officier supérieur soviétique est venu observer les manœuvres de l'OTAN qui viennent de se dérouler à Kassel, en application de l'accord d'Helsinki. C'est la détente : chacun peut venir admirer l'effort de guerre de l'autre.

MAROC

Selon l'agence APS, les soldats de la garnison d'Ismailia se seraient mutinés. Ils auraient été très brutalement réprimés par l'armée.

USA-JAPON

Le Japon doit faire des efforts immédiats pour réduire l'excédent de sa balance commerciale, a exigé le secrétaire adjoint au Trésor

américain en arrivant à Tokyo. Il a annoncé qu'il allait présenter un plan précis pour ouvrir le marché japonais aux produits américains.

ANGLETERRE

Le gouvernement britannique se réjouit d'une amélioration des finances britanniques. Pendant ce temps, le chef de l'opposition, Margaret Thatcher, multiplie les voyages diplomatiques dans la perspective de son arrivée au pouvoir. Elle est actuellement aux USA où elle doit rencontrer Carter et Schlesinger. Elle attend ainsi l'arrivée des royalties du pétrole de la mer du Nord, lorsque le gouvernement travailliste se sera usé dans la réaction à la crise.

Réception «très chaleureuse» de Barre à Washington

LES FLEURS ET LE GOURDIN DE CARTER

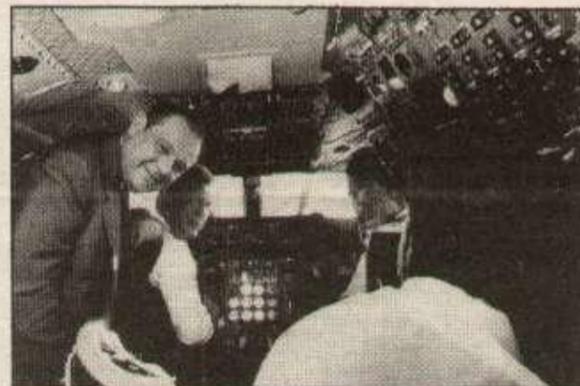
« Les premiers entretiens, tous azimuts, de Raymond Barre à Washington ont posé d'emblée la visite sur son terrain véritable : examinant à la fois les problèmes monétaires avec Burns, le ministre du Trésor, de l'énergie avec Schlesinger, du nucléaire avec Carter ainsi que de la détente, la visite de Barre se trouve au cœur des réajustements de la politique américaine, du « leadership » américain de Carter. L'attitude qu'il doit adopter concernant l'impérialisme français qui s'était opposé à lui dans la période précédente est l'un des aspects importants de ces réajustements ».

Raymond Barre a eu droit aux fleurs, la presse aussi bien française qu'américaine, souligne les égards particuliers marqués par le cérémonial mis en place pour sa réception. Mais, il ne devait pas tarder à sentir, dans le gant de velours qu'on lui tendait, la main de fer : délibérément, la Maison Blanche faisait savoir que des bombes fabriquées à partir du plutonium produit par des centrales civiles avaient été expérimentées. C'était un avertissement que désormais, lorsque l'impérialisme français avancera que les centrales civiles qu'il livre en Afrique du Sud et au Pakistan ne peuvent servir à la fabrication de bombes, les Américains et d'abord Carter, qui a fait des questions nucléaires un des axes de sa politique, n'en tiendront pas compte. Force sera de choisir entre le repli et l'épreuve de force.

Dans l'ensemble des questions concernant les rapports des Etats-Unis avec l'Europe, Barre et Carter jageront les points d'accord et de désaccord. Barre s'est affirmé dès le

premier jour en défendant vigoureusement le Concorde devant Carter. Cela semble pourtant actuellement une bataille gagnée d'avance. Il n'en sera pas de même des questions monétaires.

Sur les questions nucléaires, Barre va tenter d'échapper à la poigne US, en refusant de participer aux discussions prévues pour octobre par Carter, si l'URSS n'est pas invitée. Ensuite, les questions économiques occuperont une large place dans les échanges de vues. Carter serait intéressé par les commentaires de Barre sur la situation économique en France et d'une façon générale en Europe. Et dans une large mesure, Carter verra avaliser son insistance pour que l'Allemagne et le Japon paient plus pour la relance et réduisent leurs excédents commerciaux, ce qui est l'un des biais par lequel s'est affirmé le plus nettement la domination US sur les autres pays occidentaux depuis l'accession de Carter à la présidence.



Barre emmène Concorde aux USA : une bataille presque acquise ; il reste les autres problèmes

Sur les rapports avec le Tiers-Monde, l'échec de la conférence Nord-Sud qui marquait, dans une certaine mesure, la faillite de la tentative de Giscard de tisser des rapports avec le Tiers-Monde hors de la tutelle US, l'évolution de la politique de Giscard, permettent aux USA d'attendre une coordination des politiques énergétiques. Ces problèmes devaient être examinés vendredi matin.

L'ENJEU DES ÉLECTIONS POUR LES ETATS-UNIS

Sur les rapports avec l'URSS qui seront discutés en dernier lieu, Guiringaud a révélé dernièrement que Barre proposerait un plan de conférence sur le désarmement où les USA et l'URSS ne domineraient pas. Il permettrait à l'impérialisme français d'y participer. Il pourrait devenir pour les Etats-Unis une alternative aux négociations directes avec les USA.

A ce sujet, la visite de Barre intéresse vivement les Américains : que sera la France en cas de victoire de la gauche aux élections ? Qu'en serait-il de son attitude à l'égard de l'OTAN ? Autant de questions qui, pour les USA, recouvrent d'une part, la possibilité pour eux de renforcer comme ils l'ont entrepris, leur contrôle sur la construction européenne, et d'autre part, leur capacité à faire obstacle aux entreprises russes. Des réponses apportées à ces questions au cours de ces entretiens et de l'examen des rapports fournis par l'ambassade dont Guiringaud dit qu'elle est très active, dépend la confirmation de l'appui tacite que les USA ont apporté à la majorité en annonçant que Carter refuserait de rencontrer Mitterrand s'il venait aux USA.

G. CARRAT

Allemagne

LA PHILOSOPHIE POLITIQUE DE SCHMIDT : «L'ÉTAT FORT»

Schmidt est monté à la tribune du Bundestag, le Parlement allemand pour faire une déclaration gouvernementale sur le terrorisme. « L'Etat que vous croyez impuissant, cet Etat-là n'est aucunement impuissant et il vaincra le terrorisme » a-t-il notamment déclaré. La CDU, l'opposition de droite qui n'est pas en reste, a reproché à Schmidt ses « beaux discours », auxquels elle a opposé un train de mesures. Schmidt s'est empressé de promettre de les examiner, et elles ont toutes les chances d'être adoptées.

Ces mesures prévoient l'interdiction complète de relations entre les avocats et les accusés s'il y a

« soupçon » de complicité ; elles permettent également d'établir une surveillance permanente sur la correspondance et le téléphone des « suspects ». La grande critique qui avait été adressée à la police lorsqu'avait éclaté une affaire d'écoutes l'an dernier, c'est que c'était illégal. Cela devenant légal, il serait permis de l'étendre.

Schmidt a en outre déclaré, à propos de l'affaire Kappler, le tueur SS évadé d'Italie et protégé en Allemagne : « Nous condamnons les crimes de 44 en Italie ou ceux de 77 en Allemagne. Nous éprouvons le même dégoût ». Mais M. Schmidt n'a pas la même attitude envers les coupables. Le massa-

creur de Rome en 44 bénéficie de la sollicitude du gouvernement qui refuse de l'envoyer en Italie, qui le laisse en liberté, qui laisse ses gardes du corps, des fascistes armés, parader en toute liberté. Pour les membres de la Fraction Armée Rouge, c'est la torture blanche. Et le seul débat qu'il y ait au Parlement à leur sujet, après la déclaration de Schmidt était : fallait-il laisser les grévistes de la faim mourir, ou fallait-il les nourrir de force, sachant que les méthodes employées les estropient à vie, sinon les tuent. Le député SPD Kühn a déclaré qu'il fallait les laisser choisir. Aucun des partis ne s'est prononcé pour la peine de mort.

En bref...

ALLEMAGNE

Le patronat allemand critique le plan de relance du gouvernement. Dans un communiqué, le BDI (fédération de l'industrie fédérale) écrit que les mesures annoncées par Schmidt « ne suffisent pas à stimuler durablement l'investissement privé et la propension à investir des entreprises ».

PANAMA

Une erreur de rédaction exempte d'impôt les Américains habitant dans la zone du canal. Les USA avaient voulu imposer que ceux-ci soient exemptés des impôts panaméens. Tel que le traité est formulé, ils sont exemptés de tout impôt (y compris américains).

SOMALIE : LE VOYAGE DE SIAD BARRE EN ARABIE SÉOUDITE

Quelques jours après la remontée de la tension en Ogaden, qui a amené la rupture des relations diplomatiques entre la Somalie et l'Éthiopie, le président Somalien faisait le 12 septembre un voyage en Arabie Séoudite. L'engagement soviétique en Éthiopie, dans la guerre de l'Ogaden ne fait plus de doute depuis quelques temps : la presse de l'URSS insiste sur la «justesse» de la position des dirigeants éthiopiens dans cette guerre et les dirigeants soviétiques fournissent toujours plus d'armes à leur nouvel allié dans la Corne de l'Afrique.

Un autre facteur nouveau dans cette région : les États Unis, la France et la Grande Bretagne ont refusé à la Somalie des

livraisons d'armes annoncées durant cet été, par crainte, peut-être, de renforcer un pays qu'ils n'ont aucune assurance de voir jouer leur jeu dans la région. Ces développements sont sans doute ce qui explique le voyage de Siad Barre en Arabie Séoudite : obtenir une aide militaire et financière pour s'opposer à l'Éthiopie.

Ce n'est pas la première fois que le régime somalien se tourne vers les pays arabes. Au cours de la réunion des ministres des Affaires Étrangères de la Ligue Arabe, dont la Somalie fait partie, au Caire, au début de ce mois, la Somalie a adressé un mémoire demandant à la Ligue Arabe de considérer la libération de l'Ogaden comme une «cause arabe» et de re-

connaître et de soutenir le mouvement de libération (FLSO), matériellement et moralement. La Ligue Arabe a préféré que le problème de l'Ogaden soit réglé d'une «manière pacifique» et son secrétaire général, Mahmoud Riad, a adressé une note en ce sens au président de l'OUA.

Bien que la Ligue Arabe n'ait pas répondu d'une manière nette aux demandes somaliennes, il n'empêche que de nombreux pays arabes soutiennent la Somalie dans la lutte contre l'Éthiopie, comme ils soutiennent la lutte de libération de l'Érythrée. La Somalie reçoit une aide importante de l'Égypte, de l'Irak et de l'Arabie Séoudite. Certains chiffres vont, pour l'Arabie Séoudite,

jusqu'à 300 millions de dollars en 77. Au mois d'août dernier, le vice-président somalien a fait une tournée dans plusieurs États du Golfe, expliquant la position de la Somalie dans la guerre de l'Ogaden (qui est le soutien total au FLSO). A la fin du même mois, la Ligue Arabe accordait une aide d'assistance technique de plus d'un million de dollars.

L'attitude arabe s'explique, du moins pour certains régimes, par leur hostilité à la pénétration soviétique dans la région. Elle s'explique aussi par la volonté croissante de faire de la mer Rouge une mer échappant à la domination des grandes puissances ; elle vise également les liens existants entre l'Éthiopie et l'État sioniste.

Colombie : affrontements et état de siège à la suite de la grève générale

Les affrontements ont été très violents entre la police et les manifestants, lors de la grève générale qui a mobilisé les ouvriers de toutes les branches, à travers tout le pays. Les transports ont été bloqués dans la capitale, Bogota. Les usines fermées.

Jeudi matin les affrontements avaient de nouveau lieu dans les quartiers ouvriers de la banlieue sud.

Plusieurs dizaines de policiers et de soldats étaient sur le pied de guerre et sont intervenus très violemment. Selon les estimations, il y a eu 14 tués et 600 blessés. Jeudi matin, le gouvernement annonçait qu'il y avait eu 600 arrestations. Mercredi soir, le couvre-feu avait été décrété pour une durée indéterminée, à Bogota et dans plusieurs autres villes.

En intervenant à la télévision, le président a affirmé que la grève avait été un «échec total» (le nombre des grévistes est estimé à 5 millions). Il a agité la menace contre les ouvriers en affirmant : «Nous ne céderons pas aux menaces de mutineries». Mais en même temps, il annonçait que le gouvernement était prêt à discuter avec les syndicats des revendications ouvrières qui sont essentiellement des exigences d'augmentation de salaires importante (50%), pour compenser une inflation à un rythme similaire.

USA : Carter embrouillé dans les scandales

Jeudi, Bert Lance, ami de Carter, trésorier de sa coterie, et secrétaire d'État au Budget, devait s'expliquer devant le Sénat sur les malversations financières qui lui sont reprochées et qui sont prouvées. Bert Lance faisait d'énormes emprunts et de découverts personnels dans la banque qu'il dirigeait, où auprès des banques auxquelles il était associé. Une fois, ce fut pour financer sa propre campagne électorale, mais les plus nombreux cas concernent l'ascension politique de Carter et sa marche à la Maison Blanche.

Arrivera le jour où sera demandé à quoi étaient destinés ces découverts. Pour prévenir ce moment, la Maison Blanche a tenté de déconsidérer l'un des principaux instructeurs de l'affaire Lance. Le porte-parole de la Maison Blanche a affirmé que celui-ci avait utilisé pour ses affaires politiques l'avion de la compagnie Bell et Howell. L'ennui est que cette compagnie n'a jamais eu d'avion, par contre la banque de Bert Lance en avait un. Il était utilisé par Carter pour ses tournées électorales, c'est là un des reproches adressés à Bert Lance. Déjà dans le personnel parlementaire américain, on réemploie le vocabulaire utilisé du temps de Nixon : comme à l'époque du Watergate, on parle des «sales trucs» du président.

Afrique du Sud : Manifestation après l'assassinat d'un dirigeant africain

Une manifestation était organisée jeudi matin pour dénoncer l'assassinat par la police d'un dirigeant africain, Stev Biko. 1 200 arrestations ont eu lieu.

Stev Biko est mort, assassiné par la police. Il était président de la Convention du peuple noir, organisation d'Elisabethville. Depuis le 22 août, il était en prison. Au début de la semaine, il était hospitalisé à Prétoria, où il mourait. Selon la police, il serait mort des suites d'une grève de la faim. Mais c'est le 21^e patriote africain en 18 mois qui meurt entre les mains de la police blanche.

Zimbabwe : les patriotes rejettent officiellement le plan anglo-américain

Après la longue tournée de l'ambassadeur US, Young, et du ministre anglais Owen en Afrique Australe, le Front Patriotique, organisation de libération du Zimbabwe (Rhodésie), a rejeté officiellement le plan anglo-américain. Mugabe et Nkomo, les deux dirigeants du mouvement, ont étudié ensemble le plan et Mugabe a donné leur position, lors d'une conférence de presse à Maputo.

Il lui a d'abord reproché de ne pas éliminer «physiquement et totalement» le pouvoir raciste. Ensuite, il a rejeté le rôle qui était attribué à la Grande Bretagne, chargée de nommer un haut commissaire appuyé par l'arrivée des forces de l'ONU et par la police raciste maintenue.

Carnet de voyage en Somalie

Demain la fin de notre carnet de voyage

Une soirée dans Xamarwaan

par Jean-Paul GAY

Xamarwaan. Dans un théâtre en plein air, plus d'un millier de femmes de ce quartier sont venues pour un meeting sur l'émancipation des femmes somaliennes. La troupe d'une coopérative agricole donne une représentation qui, sous les rires et les applaudissements, stigmatise la coutume de la polygamie.

Sur la scène, un homme et une femme. A elle qui projette une sortie pour le lendemain, l'homme répond : «Tu es ma femme, tu dois rester à la maison» et il questionne, inquiet : «Quelqu'un est-il venu ici en mon absence ?» Rassuré, l'homme est bientôt dérangé par la visite d'un jeune homme à qui il a prêté de l'argent mais qui ne peut lui rendre. La discussion qui s'engage entre les deux personnages révèle bientôt que le jeune homme est un des fils du maître de maison, un de ses nombreux fils qu'il avait abandonné, alors que celui-ci était encore enfant, un fils qu'il avait eu avec une de ses nombreuses épouses, depuis longtemps répudiée. Et le jeune homme de conclure alors : «Si je suis ton fils, je ne te dois plus rien». Puis, une autre scène montre un autre fils, celui-ci rencontre une jeune fille : ils veulent se marier. Ils vont découvrir qu'ils portent le même nom puis, en allant voir le père du jeune homme, découvrir aussi qu'ils sont... frère et sœur ! D'autres scènes du même genre se succèdent.

Les démêlés des personnages, sur scène, tournent en ridicule les usages permettant aux hommes d'avoir avec plusieurs femmes, une ribambelle de gamins, qu'ils ne peuvent élever et souvent abandonnent. Les démêlés ravissent l'assistance. Car à travers la mise en cause de la polygamie, c'est le statut d'infériorité des femmes au sein de la société somalienne, qui est en question.

Quelques instants avant la représentation théâtrale, un responsable à la propagande du régime était



Des ménagères étudient en cuisinant

venu évoquer la lutte des femmes pour leur émancipation. «Les femmes qui ont déjà joué un rôle important dans la libération nationale, ne doivent pas rester les bras croisés, elles doivent participer à tous les domaines d'activités». Après avoir souligné que les femmes doivent refuser d'être considérées comme inférieures, cantonnées dans la cuisine et les soins aux enfants, l'orateur évoque les progrès accomplis dans la participation des femmes à la construction du pays, il parle notamment de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture de leur langue, apprentissage qu'elles suivent massivement, s'arrachant à un obscurantisme séculaire.

Les autorités qui, par ailleurs, encouragent la diffusion de l'Islam, notamment en raison de la politique de «bonnes relations» avec les pays de la ligue arabe, semblent intransigeantes vis-à-vis des contestations de leurs décisions concernant l'égalité des sexes. Ainsi, des «oulémas», sans doute très liés à

l'Arabie Séoudite et qui, en janvier 75, avaient critiqué dans les mosquées, la décision accordant aux femmes «la pleine égalité des droits en matière de succession», furent condamnés à mort et exécutés.

Les tentatives de briser des coutumes ancestrales, imposant aux femmes une situation d'infériorité, se reflètent dans leur association aux nouvelles activités productives. Le point de vue du régime, visant à intégrer la masse des femmes au développement des forces productives, a été exprimé ainsi par le chef de l'Etat somalien : «Nous, en Somalie, nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de reléguer plus de la moitié de notre population au stade d'infériorité. Compte-tenu de la rareté de notre main-d'œuvre, nous sommes obligés de drainer toutes les ressources disponibles humaines. C'est aussi simple que cela...»

Demain, la fin de notre carnet de voyage.

abonnez-vous



**LA CARTE D'ABONNÉ AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :**

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml
- *Pékin Information*
- *La Chine en Construction*
- Reception du *Manifeste pour le Socialisme*

Voici la nouvelle formule d'abonnement que nous proposons à nos lecteurs pour l'année 77-78. Le succès d'une telle formule est d'une grande importance pour le Quotidien.

L'abonnement, par l'avance sur ventes qu'il constitue, par la régularité des rentrées qu'il permet, contribue évidemment de façon notable à l'équilibre du budget du journal, au point d'être absolument nécessaire.

D'autre part, cette formule abonné-ami est un moyen de resserrer les liens entre les lecteurs et leur journal. Cela ressort nettement du bilan de notre première campagne d'abonnements. La réception des publications du PCR, notamment la réception du Manifeste pour le socialisme, celle de Front Rouge, la participation à nos meetings et réunions, ont permis à beaucoup de nouveaux lecteurs de mieux connaître notre parti. Dans le même temps, nombreuses étaient les lettres de ces abonnés qui faisaient connaître leur point de vue sur le journal, ou apportaient une contribution en suscitant un débat sur d'importantes questions politiques...

Cet aspect, nous tenons à le développer largement cette année. La volonté d'œuvrer au resserrement des liens entre les lecteurs et le journal, a trouvé, par exemple cet été, l'occasion de s'exprimer au cours du voyage en Albanie qui a

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste* (Paule Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Les enfants de Xisha* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lisagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : *Checca*
- Chile* *Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

**sur présentation
de la carte abonné ami
du Quotidien du Peuple**

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib Mimesis (10%)
5, bis rue Grassi
- Bourges** Librairie Nathanaël (10%)
4, cours Avaricum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)
30, rue de Kerampont
- Lille** Librairie Populaire
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)
226, rue Duguesclin (3*)
- Marseille** Librairie Lire (10%)
Rue Sainte (1*)
- La Rochelle** Librairie «La Genette» (5%)
Rue Rougemont
- Nantes** Librairie 71
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nice** Le Temps des Crises
50, bd de la Madeleine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois
25, rue du Valois (1*) (10%)
Les joueurs de A (12% liv. politiques)
9, rue des Lions St-Paul (10%)
L'Hammattan
18, rue des Quatre Vents (6*) (10%)
Tschann
83, bd du Montparnasse (14*) (10%)
Plasma
41, rue Saint Honoré (10%)
33% sur les Éd. P. - J. Oswajd
7, rue de l'École Polytechnique (5*)

Cinémas

- Paris** Saint Séverin
12, rue St-Séverin (5*)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21, rue de la Clef (5*) (tarif étud.)
- Lyon** Cinématographe
44, cours Suchet (2*)
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)
Le Canut
32, rue Leynaud (1*) (tarif étud.)

manifeste

pour le socialisme

**PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste**



Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit, en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-ami, qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

- Abonnement normal 350 F
- Abonnement de soutien 600 F
- ... F

PROGRAMME TELE

Vendredi 16 septembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 40 - Une minute pour les femmes.
19 h 45 - Eh bien raconte.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir : Football.
22 h 10 - Magazine du football.
23 h 10 - Journal et fin.

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps là la joie de vivre.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La chasse aux hommes. Feuilleton en sept épisodes d'après l'œuvre de Paul Violar.
21 h 30 - Apostrophes. Faut-il apprendre à écrire ?
22 h 45 - Journal
22 h 50 - Le père Noël a les yeux bleus. Film français de Jean Eustache (1965) avec Jean-Pierre Léaud.
A Narbonne des jeunes sans le sou font quelques larcins. L'un d'eux accepte de faire le Père Noël pour gagner un peu d'argent. Le premier film de Jean Eustache, et déjà le talent de «La maman et la putain.»
23 h 40 - Fin.

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Vendredi : fait de société. Avec ou sans alliance.
21 h 30 - Portrait d'Elle Maillart. Une dame de 75 ans raconte ses souvenirs de beatnik des années 30
22 h 20 - Journal et fin

Samedi 17 septembre

TF 1

19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Spécial vacances 1977
21 h 30 - Le riche et le pauvre - feuilleton
22 h 15 - Tennis : Coupe Davis Italie-France
23 h 15 - Journal

A 2

17 h 25 - Des animaux et des hommes. Les sept îles et le cap Frehel. 1967 : la catastrophe du «Torey Canyon».
18 h 10 - La crouse autour du monde
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La brigade des mineurs : Incidents mineurs.
22 h 10 - Le dessus du panier
23 h 50 - Jazz
23 h 35 - Journal

FR 3

18 h 15 - Breiz o vevs
18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 50 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Outre-mer
20 h 30 - Le lever de rideau
22 h 00 - Journal

BLOC NOTES

LES MALADIES DES MINEURS D'URANIUM

Comme dans toutes les mines, les mineurs sont exposés aux poussières de silice (15 à 40% de silice dans les mines de la Crouzille et victimes de silicose difficilement reconnues). Mais dans ces mines, le risque principal est celui des émanations de radon et d'aérosols radioactifs.

Les poussières radioactives augmentent l'effet de la silicose et entraînent, pour leur propre compte, un nombre de mortalités accrues par cancer.

En France, aucune étude systématique n'a été faite, aux USA et en Tchécoslovaquie des études ont montré les effets de l'exposition aux poussières d'uranium et de Radon et de leurs dérivés eux aussi radioactifs.

En raison de leur affinité pour le tissu osseux, les radio-éléments tels que le radium, l'uranium, le thorium sont très dangereux.

Les poussières de minerai d'uranium contiennent surtout du radium 226 et du thorium (Th 230). Inhalées avec l'air ambiant, ces poussières passent ensuite dans la circulation sanguine, puis sont fixées sur l'os.

Cette affinité pour l'os leur donne la possibilité d'exercer des ravages sur l'os lui-même (tumeurs, nécroses) et sur la moëlle osseuse. Or, la moëlle osseuse fabrique les globules rouges, blancs, les plaquettes. Si elle est touchée, l'organisme est atteint, de leucémies, anémies.



Mine d'uranium de l'Ecarpière en Vendée

A cette contamination interne par les poussières d'uranium, de radium, de thorium s'ajoutent les effets de l'inhalation permanente de radon et de ses dérivés radioactifs.

Le radon (Rn 222) se dégage dans l'air ambiant au cours de l'extraction et du traitement de l'uranium.

Sa période (c'est-à-dire la durée qu'il lui faut pour perdre la moitié de sa radioactivité) est de 3,82 jours : il se désintègre pour donner des dérivés eux aussi radioactifs, sous forme de poussières de polonium (Po 218) et (Po 214) qui par inhalation se fixent sur les bronches.

Il est responsable de

cancers broncho-pulmonaires primitifs.

Des études faites aux Etats-Unis chez les mineurs du Schneeberg et de Jachymou Joachim Sthal (mines d'uranium et de radium) ont montré une augmentation considérable du

cancer broncho-pulmonaire primitif.

Dans le même pays, une étude sur 4 146 mineurs d'uranium observés de 1950 à 1968 a montré, qu'au lieu de 277 morts prévisibles dans une population équivalente, on a trouvé entre 1950 et 1968, 437 morts. La différence provenait du nombre de morts par accidents de travail et par cancer bron-

chique.

Dans cette étude, l'incidence de mortalité due au cancer bronchique était maximum pour les mineurs d'uranium qui avaient entre 10 et 14 ans d'exposition professionnelle.

Une étude effectuée en Tchécoslovaquie auprès de mineurs d'uranium fait apparaître que la mortalité due au cancer pulmonaire est vingt fois supérieure chez les mineurs d'uranium âgés de 18 à 39 ans, par rapport à la moyenne de la population. Ces études ont également montré que la ventilation des mines d'uranium, l'observation de règles de sécurité, faisaient baisser la mortalité.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Edition Denoël

69^e épisode

— Alors, me demanda-t-il ironiquement, comment allez-vous ?

— Mais je vais bien.

— Vous aviez l'air malheureuse ces derniers jours. Vous n'avez pas été malade ?

Tu peux badiner, Arezki. Tu es là. Ce soir, je n'évoque pas ton visage. C'est bien toi, présent. J'ai même envie, dans le décor où nous avançons, de te parler de Monsieur Scrooge, des dindes. C'est un moment privilégié, suspendu irréallement au-dessus de nos vies comme le sont les guirlandes accrochées dans cette rue. Ne parler que pour dire des phrases légères qui nous feront sourire.

— Il faut m'excuser pour ces derniers jours, j'étais occupé. Des parents sont arrivés chez moi.

— J'ai cru que vous étiez fâché. Vous ne me disiez ni bonjour ni bonsoir.

Il proteste. Il m'adressait un signe de tête chaque matin. Et puis, est-ce si important ? Il faudrait, dit-il, choisir un jour, un endroit fixes pour nous rencontrer.

J'approuve. Les boutiques s'espacent, la rue d'Avron scintille moins, et là-bas, devant nous, elle est sombre, à peine éclairée. Nous traversons. Arezki tient mon bras, puis passe le sien derrière moi et pose sa main sur mon épaule.

— Je suis assez occupé ces jours-ci. Mais le lundi, par exemple... Votre frère est monté derrière nous. Vous l'avez vu ?

— Je l'ai vu.

— Elise, dit-il, si on se disait tu ?

Je lui réponds que je vais essayer, mais que je crains de ne pas savoir.

— Le seul homme que je peux tutoyer est Lucien.

— C'est ça, dit-il moqueusement, elle va encore me parler de son frère...

Pendant notre première promenade, je ne lui ai, remarque-t-il, parlé que de Lucien.

— Je me suis demandé si tu étais vraiment sa sœur. Où pourrions-nous nous retrouver lundi prochain ?

— Mais je ne connais pas Paris.

— Ce quartier n'est pas bon, déclare-t-il. Et il me fait faire demi-tour. Nous remontons vers les lumières.

— Choisissez vous-même et vous me le direz lundi matin.

— Où ? à la chaîne ? devant les autres ?

— Pourquoi pas ? Les autres se parlent. Gilles me parle, Daubat...

— Tu oublies que je suis un Algérien.

— Oui, je l'oublie.

Arezki me serre, me secoue.

— Répète. C'est vrai ? Tu l'oublies ?

Ses yeux me fouillent.

— Oui, mais vous le savez bien. Je ne peux pas être raciste.

— Ça, je le sais. Je pensais plutôt, au contraire, à cause de Lucien et des gens comme ça, que c'était un peu l'exotisme, le mystère. Il y a un an...

Nous reprenons notre marche et il me tient à nouveau par l'épaule.

— ...j'ai connu une femme. Je l'ai... oui, aimée. Elle lisait tous les jours dans son journal un feuilleton en images, ça s'appelait « La passion du Maure ». Et ça lui était monté la tête. Elle mêlait ça avec les souvenirs de son père qui avait été clandestin pendant la guerre contre les Allemands.

Il se tait. Nous rentrons maintenant dans la foule et le bras d'Arezki me gêne. J'ai peur des gens. Sur la porte d'un marchand de journaux, l'édition du soir annonce « Réseau F.L.N. démantelé à Paris ».

Arezki a lu, ses paupières ont un peu cillé.

— Les raisons d'aimer, dis-je sèchement, sont-elles jamais pures ? Il faut souvent se contenter...

— Pas moi, coupe-t-il, aussi sèchement.

Nous allons en silence jusqu'à la bouche du métro.

— Il faut nous séparer, il est tard.

Je retiens un « déjà » qui allait m'échapper.

— Oui, vous devez être fatigué.

— Fatigué ? Non.

à suivre

Moyen-Orient :

LES CHANCES MINIMES D'UN «RÈGLEMENT» IMPÉRIALISTE

Reportage
de
Jean LERMET
et
Yomna EL KHALIL



● Dans l'article d'hier, nous avons vu le plan américain proposé par Vance lors de sa dernière tournée au Proche-Orient : retrait incomplet des terres du Golem et du Sinaï, prolongation de l'occupation sioniste en Cisjordanie. Ce plan est très proche de celui de l'équipe israélienne de Bégin qui a accentué sa politique de colonisation en Cisjordanie, montrant qu'elle refuserait tout recul de cette partie de la Palestine.

Face à cette politique «dure» d'Israël, les régimes arabes, la Syrie et l'Égypte, attendaient une pression américaine sur Israël pour lui imposer un recul. Mais les États-Unis ont déclaré qu'ils ne feraient pas ces pressions, et c'est la déception chez ces régimes. D'un côté, l'Égypte voulait imposer à l'OLP la reconnaissance de la résolution 242 modifiée et de l'autre, la Syrie déçue par la politique américaine cherche actuellement à durcir sa position.

LES DIFFICULTÉS CROISSANTES DES RÉGIMES ARABES

De plus, les dirigeants de Damas et du Caire doivent compter avec le développement de leurs difficultés internes. En Égypte, les accords du Sinaï de 1975, en permettant la récupération du canal de Suez, pouvaient donner quelque temps l'impression de succès de la politique extérieure. Dans le même temps, la politique «d'ouverture» de Sadate aux capitaux privés, séoudiens et, espérait-il, américains, devait permettre de résoudre certaines difficultés économiques. Mais, le règlement global promis ne se profilant pas, les illusions commencent d'autant plus à tomber que la situation économique est restée très mauvaise, et que ces difficultés se répercutent gravement sur la situation des masses : les soulèvements de janvier ont marqué un nouveau mûrissement de ces contradictions.

De son côté, le régime syrien n'est pas sans connaître aussi des problèmes. Certes, la situation n'y est pas la même qu'en Égypte. Mais, tandis que le Caire pariait sur un règlement «pas à pas», Damas espérait un règlement global qui ne se profile guère à court terme non plus. Des équilibres internes de clans se

trouvent menacés dans ce pays, à chaque fois que la balance menace d'y pencher trop nettement du côté de l'un ou l'autre des superpuissances. La nouvelle campagne de «rectification», engagée cet été, et qui vise officiellement - et à grand bruit - la corruption, pourrait être l'occasion d'un règlement de comptes entre les différentes forces qui se partagent le pouvoir.

Ainsi, le projet de règlement américain se heurte de ce côté à de nouvelles difficultés : pressés d'en finir, les deux régimes ont quand même besoin de se présenter avec des concessions suffisamment importantes d'Israël, qui justement n'est pas disposé à les consentir. La prolongation de leur situation actuelle pourrait amener une crise dans l'un ou l'autre pays. Ce seraient alors toutes les cartes disposées au cours des dernières années qu'il faudrait une fois de plus réexaminer.

DURCISSEMENT TACTIQUE DE L'URSS

L'Union soviétique, de son côté, ne se trouve pas pressée, dans la période, de parvenir à un règlement : Moscou sait bien que le maintien de la tension entre les pays arabes et Israël reste une possibilité de développer la pénétration soviétique

dans les pays arabes. Aussi le Kremlin essaie de peser de tout son poids contre le règlement recherché par les États-Unis. Alors que pendant l'hiver 77, un plan proposé par l'URSS passait sous silence la question de la représentation de l'OLP à une éventuelle conférence de Genève et proposait une «démilitarisation» de la Cisjordanie acceptable le cas échéant par Israël, les positions sont aujourd'hui bien différentes : le Kremlin ne cesse d'insister sur la représentativité de l'OLP, sur la nécessité de sa présence à une «conférence de paix». La presse et les communiqués soviétiques multiplient les attaques contre les plans de règlement des USA, et contre la politique israélienne en Cisjordanie.

Sans parler de son influence en Irak, et surtout en Libye, l'URSS dispose encore d'un poids suffisant à l'intérieur du régime syrien pour que ses

positions constituent un obstacle non négligeable. Ces positions insistent sur la reconnaissance d'Israël par l'OLP et les pays arabes comme sur la participation de l'OLP à la Conférence de Genève. L'OLP, tactiquement, s'appuie sur le deuxième aspect de la politique soviétique pour faire temporairement contrepoids à l'orientation anti-palestinienne des projets américains.

Plutôt que le tableau d'un Moyen-Orient en marche vers une «paix américaine», c'est celui d'une situation bloquée qui ressort de l'ensemble de ces facteurs. À vrai dire, personne ne croit plus guère à la réunion de la Conférence de Genève avant la fin de l'année. Et les organisations du Front de refus elles-mêmes, qui fondent leur raison d'être sur la lutte contre un «règlement» impérialiste, ne voient guère aujourd'hui celui-ci se profiler avant plusieurs années.

L'OLP : RENFORCER LA LUTTE ARMÉE

La dernière réunion du Conseil central de l'OLP qui s'est tenue au mois d'août, après la tournée de Vance, réaffirme la position de l'OLP face aux manœuvres américaines. Elle met en garde les régimes arabes contre les manœuvres de division et d'affaiblissement du camp arabe contre Israël. Elle rejette la résolution 242 du Conseil de Sécurité et reprend, comme base de toute négociation future, la résolution 3236 adoptée par l'Assemblée générale des Nations-Unies. Cette résolution reconnaît les droits nationaux du peuple palestinien, son droit au retour dans sa terre occupée en 48.

Dès le début de cette année, et surtout depuis l'élection de Bégin, l'OLP a insisté sur la solidarité arabe, sur la nécessité de réaliser cette solidarité face à Israël dans la période actuelle. Cet appel repose sur le fait que l'OLP ne croit pas à un

quelconque règlement au Proche-Orient, dans la situation actuelle, mais qu'au contraire, Israël, soutenu par les États-Unis, renforce son potentiel militaire pour une prochaine guerre.

Ne croyant pas à un règlement proche, l'OLP renforce la lutte armée à l'intérieur de la Palestine. Depuis la réunion du Conseil national Palestinien, en mai dernier, c'est un objectif important de la Résistance après la crise libanaise. Un nombre importants d'opérations armées a été mené dans les derniers mois, contre des objectifs militaires sionistes. D'autre part, la présence de l'OLP se renforce à l'intérieur de la Palestine. Son audience est de plus en plus grande. Rappelons que les maires de la Cisjordanie ont refusé de rencontrer Vance lors de sa tournée, alors qu'il l'avait demandé. Ceux-ci lui ont répondu que seul l'OLP pouvait représenter les Palestiniens.

Le renforcement de la politique de la Résistance Palestinienne dans les terres occupées, l'activation de la lutte sont des sujets de discussion importants dans la Résistance. Dans les journaux palestiniens, les nouvelles de l'intérieur prennent une place de plus en plus importante. Dans le quotidien *Falastin al Thawra*, l'organe de l'OLP, ces nouvelles occupent près de la moitié du journal. Ceci est un signe de la préoccupation majeure de la Résistance.

Quels que soient les bruits qui courent sur les diverses positions que la Résistance pourrait adopter par rapport aux projets de règlement, il est un point sur lequel tous ses responsables s'accordent : il n'est pas question pour l'OLP de reconnaître l'identité sioniste, ni de renoncer à sa lutte armée de libération.

C'est un obstacle majeur qui reste sur tout chemin de règlement, qui n'est pas prêt d'être modifié car tout un peuple est mobilisé autour de ces objectifs et continue à l'être.

